

no 512

1,50\$

JUILLET-AOÛT 1985

# relations



# SPÉCIAL CULTURE

photo: Paul Hamel

YVES RAGUIN

## *Maître et disciple*

*La direction spirituelle*

Voies et Etapes



DESCLEE DE BROUWER  
BELLARMIN

## MAÎTRE ET DISCIPLE

LA DIRECTION SPIRITUELLE

par Yves Raguin

Cet ouvrage est le reflet d'une longue expérience personnelle de la direction spirituelle. Il témoigne de la liberté et de l'humilité du «maître» dans la tradition spirituelle du christianisme où le seul maître véritable est le Christ.

Pour avancer dans la contemplation, dans la vie spirituelle, un guide, homme ou femme, est nécessaire. Sans soumettre celui ou celle qui consulte à ses vues personnelles, le directeur est le sage qui sait que les chemins sont multiples.

Son rôle est de conduire là où attend l'Esprit.

143 pages, 11,95\$

## LE PROBLÈME ECCLÉSIAL DES ACTES À LA LUMIÈRE DE DEUX PROPHÉTIES D'AMOS

par Pierre-Antoine Paulo

On trouve dans les Actes des Apôtres les deux seules citations du prophète Amos de tout le Nouveau Testament.

De ces deux citations se dégagent des idées-forces qui éclairent une phase critique de l'Église primitive: L'Église doit alors se définir face au Judaïsme dont elle est issue et au paganisme qui venait à elle.

La prolongation des conclusions rejoint la situation de l'Église des temps actuels et de l'avenir.

165 pages, 12,00\$

PIERRE-ANTOINE PAULO

## LE PROBLÈME ECCLÉSIAL DES ACTES À LA LUMIÈRE DE DEUX PROPHÉTIES D'AMOS

RECHERCHES  
NOUVELLE SÉRIE 3

BELLARMIN

cof

## Jean-Noël Bezançon Dieu sauve

Aujourd'hui  
Accueillir le salut qui est en Jésus-Christ  
Croire en un Dieu qui croit en l'homme  
Annoncer et célébrer la joie du Père

CROIRE AUJOURD'HUI

## DIEU SAUVE

par Jean-Noël Bezançon

On ne croit plus au salut parce qu'on n'arrive plus à reconnaître de quoi on devrait être sauvé.

Il faudrait revenir à tout ce que raconte la Bible sur le salut de l'homme. Retrouver le sens du péché et le sens de Dieu.

Et toute l'histoire du Christ dont le sacrifice nous a rapprochés de Dieu. Comprendre notre salut, c'est comprendre l'action du Baptême, de la réconciliation, de l'Eucharistie dans notre vie.

Un livre qui instruit beaucoup et qui aide à partager la joie que le Père nous destine même ici-bas.

132 pages, 11,95\$



Éditions Bellarmin  
8100, boul. Saint-Laurent  
Montréal (Québec) Canada  
H2P 2L9 — Tél.: (514) 387-2541

# face à l'actualité

**Le budget Wilson**

## MISER SUR LE PRIVÉ MAIS À QUEL PRIX?

«Notre priorité absolue est l'emploi»<sup>1</sup>, nous assurent les Conservateurs. «S'il existe un objectif qui (...) compte plus que tout autre, c'est la création d'emplois durables et satisfaisants...»<sup>2</sup>.

Comment prendre au sérieux de telles affirmations lorsqu'on analyse de plus près les mesures proposées dans le récent budget Wilson? Ce budget mise d'abord et avant tout sur le secteur privé pour la «relance» économique. Il faut encourager l'initiative privée, récompenser la réussite; mais n'est-ce pas un peu «suicidaire» d'accorder une exemption à vie d'un demi-million de dollars à tous les Canadiens sur leurs gains en capital d'ici 1990 sans que cette exemption soit conditionnelle à la création d'emplois? Au nom de la sacro-sainte philosophie conservatrice, le gouvernement préfère ne pas nous dicter la nature et les modalités de nos investissements. Or, une telle mesure coûtera au Trésor fédéral 550 millions cette année, 700 millions l'an prochain, des milliards à la fin de la décennie; et rien ne nous assure qu'il y aura création importante d'emplois. Même phénomène pour les 2 milliards investis dans les régimes enregistrés d'épargne-logement (REEL) qui cesseront d'être gelés à la fin de 1985 et qui pourront être utilisés à n'importe quelle fin sans être assujettis à l'impôt.

Étant donné que le ministre des Finances veut réduire le déficit, ce petit cadeau aux investisseurs devra être payé, en partie, par des hausses d'impôt et des réductions dans les paiements de transfert.

Ainsi, outre les augmentations de taxe sur l'essence, l'alcool, les cigarettes, les plus riches (40 000\$ et plus), les banques et les sociétés de fiducie devront subir une surtaxe «dite temporaire» pour réduire le déficit; et les allocations familiales, les prestations de sécurité de la vieillesse et les exemptions personnelles (l'impôt sur le revenu) ne seront indexées que sur la hausse de l'inflation excédant 3 pour cent.

L'État a aussi jugé bon de réduire la croissance de ses dépenses. Un «serrage de ceinture» sans précédent à Ottawa se traduira, entre autres, par la disparition de 15 000 postes dans la fonction publique fédérale, par la vente de treize sociétés de la Couronne et par des coupures de programmes de 2 à 3 milliards par année. D'ailleurs, un groupe de travail ministériel où siègent MM. Nielsen, Wilson, Crosbie et De Cotret (l'aile «droite» du PC) est chargé de passer au peigne fin les 90 milliards répartis dans tous les programmes fédéraux. Ce groupe, qualifié «d'aspirateur», commence à peine son travail et déjà on a sabré dans quelques subventions aux entreprises et aux agriculteurs; qu'en sera-t-il lorsqu'on analysera les programmes les plus

coûteux à la santé et à l'éducation? Osera-t-on remettre en cause l'universalité des programmes sociaux, imposer un «ticket» modérateur...?

D'autre part, le budget Wilson va aussi limiter la croissance de transferts aux provinces (la péréquation) afin de réaliser des économies annuelles de 2 milliards vers la fin de la décennie. Il n'y aura aucune diminution absolue mais les provinces devront assumer une baisse réelle de leurs revenus. Le Québec sera le plus touché par cette mesure puisqu'il reçoit environ 54 pour cent

## relations

revue du mois publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité d'un groupe de membres de la Compagnie de Jésus.

### BUREAUX

8 100, boul. St-Laurent  
Montréal H2P 2L9;  
tél.: (514) 387-2541.

### ABONNEMENTS

Hélène Desmarais

**Prix de l'abonnement: 12,50\$ par année (10 numéros).  
Le numéro: 1,50\$.**

### DIRECTEUR

Albert Beaudry

### SECRÉTAIRE À LA RÉDACTION

Fernand Jutras

### COMITÉ DE RÉDACTION

Ginette Boyer, Jacques Chênevert, Julien Harvey, Denis Lalonde, Karl Lévêque, Roger Marcotte, Guy Paiement, Francine Tardif, Gisèle Turcot.

### COLLABORATEURS

Renaud Bernardin, Raymond Bertin, Michel M. Campbell, François Gloutnay, Yves Lever, Annine Parent-Fortin, Jean Picher, Jacques Racine, Maryse Robert, Jean-Paul Rouleau.

### PAGE COUVERTURE

#### GRAPHIGNE

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Point de repère*, dans le *Canadian Periodical Index*, publication de l'Association canadienne des Bibliothèques, et dans le *Répertoire canadien sur l'éducation*. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

On peut se procurer le microfilm des années complètes de *Relations* en s'adressant à *University Microfilms*, Ann Arbor Michigan 48106 U.S.A.

Courrier de la deuxième classe Enregistrement no 0143

1. Le discours du budget, 23 mai 1985, p. 6.  
2. Id. p. 23.

du total. Belle façon pour le Fédéral de transmettre le «déficit» aux provinces «plus pauvres».

Ainsi, bien qu'il soit nécessaire que le gouvernement fédéral réduise le déficit si on ne veut pas surtaxer les générations futures, qu'il resserre sa question, revoie ses programmes pour les rendre plus efficaces et plus équitables, il est toutefois «hasardeux» de faire du sec-

teur privé la panacée à tous nos problèmes économiques. Si on a cru, à tort, que l'État-providence allait distribuer des richesses sans en créer, va-t-on maintenant croire que l'État-entreprise peut créer des richesses sans les distribuer?

Maryse Robert

## LE PAPE EN HOLLANDE

Le pape Jean-Paul II a visité la Hollande du 11 au 15 mai dernier. Notre télévision, notre radio et nos journaux nous en ont donné de très brefs reportages, dans lesquels ressortaient avant tout les protestations, la contestation et l'indifférence que cette visite a suscitées au pays des tulipes. Après l'euphorie que nous avons connue au passage de Jean-Paul II chez nous, en septembre 1984, bien des gens d'ici se sont étonnés et se sont demandé pourquoi les Hollandais s'étaient comportés ainsi. Mais notre propre expérience nous conseille aussi une certaine méfiance vis-à-vis ce que les communiqués d'agences de presse peuvent faire avec un événement tel que ses témoins l'ont vécu. La réalité n'a peut-être pas été aussi unilatérale que nos médias ne l'ont donné à croire.

Chose certaine, cependant, on savait à l'avance que la visite du pape en Hollande ne prendrait pas l'allure triomphale que connaissent la plupart de ses «pèlerinages» ailleurs. L'histoire de l'Église catholique en Hollande, au cours des vingt dernières années, le laissait en effet présager<sup>1</sup>.

Cette histoire religieuse s'est déroulée dans le contexte général d'un pays où les mouvements de contestation sociopolitique et culturelle ont été très actifs et souvent violents. Des groupes de «provos» ont troublé la paix de bien des villes, à plusieurs reprises, les divers courants de la contre-culture y ont exprimé leurs revendications avec ostentation et fracas. La Hollande est ainsi devenue, en quelque sorte, la Californie de l'Europe de l'ouest. Plusieurs de ces groupes, mouvements et courants se sont manifestés, à l'occasion du passage de Jean-Paul II en Hollande, en recourant parfois à un style d'humour public que les Hollandais eux-mêmes sont probablement seuls en mesure de goûter ou d'apprécier.

Quant à la réserve, à la froideur même avec laquelle les catholiques néerlandais paraissent avoir accueilli Jean-Paul II, surtout dans les villes situées au Nord du pays, plusieurs facteurs expliquent ce sentiment. La Hollande forme un petit territoire, sa population n'est que d'une quinzaine de millions, dont moins de la moitié est catholique. Les catholiques y sont répartis en seulement sept diocèses et la majeure portion de la population catholique se trouve regroupée dans le sud du pays. Les Protestants, de confession calviniste, ont exercé dans le passé une influence prépondérante; la famille royale se rattache à cette confession réformée. Après avoir été fortement romaine, ultramontaine, hiérarchique et cléricale, l'Église catholique de Hollande s'est largement émancipée depuis les années soixante. En ce sens, son expérience est proche de celle de l'Église du Québec. Mais les choses se sont passées là-

bas avec un radicalisme que nous n'y avons pas mis ici. L'Église de Hollande a été agitée par les courants les plus audacieux sur tous les plans de sa vie: dogme, morale, ministères, pratique sacramentelle, participation des laïques, vie religieuse, formes de gouvernement pastoral, catéchèse, séminaires, enseignement de la théologie, etc. De l'affaire du catéchisme hollandais, en 1966, au synode hollandais de Rome, en janvier 1980, la vie turbulente de l'Église de Hollande a provoqué, tant de la part de Paul VI que de Jean-Paul II, des interventions directes et fermes pour imposer des lignes de conduite plus traditionnelles. Le choix et la nomination d'évêques, plus agréés de Rome que des Églises locales de Hollande auxquelles on les imposait, ont particulièrement excité le ressentiment d'un grand nombre de catholiques hollandais. La guerre ouverte entre la congrégation romaine de la doctrine et de la foi, d'une part, et le théologien Schillebeeckx de l'autre, avec tout ce que ce célèbre professeur néerlandais pouvait représenter, a encore envenimé les choses. Au terme, c'est un véritable contentieux qui s'est accumulé entre Rome et les catholiques progressistes de l'Église de Hollande.

Pour un observateur éloigné, qui ne voit les choses que de l'extérieur et en étranger, il est impossible de porter un jugement éclairé sur ce qui s'est passé lors de la visite de Jean-Paul II en Hollande. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on n'est guère surpris d'apprendre que l'accueil n'ait pas été unanimement enthousiaste. Jean-Paul II lui-même, vraisemblablement, ne s'y attendait pas<sup>2</sup>. On peut dès lors se demander pour quels motifs il a voulu quand même s'y rendre. Faire acte de courage? Relever un défi? Montrer qu'il ne redoute pas la contradiction ni ne cherche que le triomphal? Mission de conciliation et de paix? Amorcer un dialogue pluraliste<sup>3</sup>. Porter personnellement, sans intermédiaire, et au cœur même de l'Église de Hollande la parole et le point de vue de Rome? L'analyse des discours que le pape y a prononcés permettra sans doute de répondre, au moins en partie, à ces interrogations.

1. Voir mon article «Le synode hollandais», *Relations*, no 461 (juillet-août 1980) 214-219; Jean-Pierre MANIGNE, «Aux Pays-Bas: un «Notre Père» à plusieurs voix», *L'Actualité religieuse*, no 22 (15 avril 1985) 21-22.
2. «Oui, je sais qu'il y a bien des tensions dans votre Église. On a du mal à comprendre certaines décisions», Jean-Paul II, «Message aux catholiques des Pays-Bas» (quelques jours avant sa visite), *Documentation catholique* no 1895 (5 mai 1985) p. 460.
3. Voir «Jean-Paul II, la fronde et le dialogue», article du journal parisien *Le Monde*, 23 mai 1985, reproduit dans *Le Devoir*, mardi 28 mai 1985, p. 12.

L'attitude des catholiques hollandais, de son côté, n'a rien de scandaleux ou de franchement irrespectueux. On dit les Hollandais tranchés, directs, mais passionnés aussi par les questions religieuses. Ils ont réagi ici selon leur tempérament. Surtout, ils ont soutenu, pour le fond, une position ecclésiologique fort défendable. On pourrait la définir ainsi: faire reconnaître la place des Églises locales au sein de la communion catholique romaine, leur consistance propre, leur droit à une plus grande part d'autodétermination. Bien des problèmes complexes — et de tous ordres — se posent, lorsqu'on se met en frais, quelque part, de donner une réalisation pratique à ce principe. Les catholiques de Hollande, pressés par diverses circonstances, se sont lancés fermement dans cette aventure, à leurs risques et périls, depuis plus de vingt ans. Bien peu, je crois, seraient disposés à bénir tout ce qui s'y est fait, essayé, proposé. Mais le dynamisme ecclésial, l'énergie spirituelle

qui s'y sont déployés, le sens et la signification du processus poursuivi, tout cela est rien moins que condamnable en bloc. Rome y joue aussi son rôle, qui en est souvent un de contrepoids, de freinage, d'appel à la conscience de la communion catholique et de ses exigences, elles aussi évangéliques. Mais dans l'Église du Christ, le «Notre Père» se chante à plusieurs voix; les partitions sont diverses, certaines ont à soutenir une ligne mélodique qui domine davantage, toutes visent à créer finalement une harmonie. Le passage de Jean-Paul II dans l'Église de Hollande, par un jeu d'influence réciproque, pourrait contribuer à harmoniser deux voix apparemment encore bien mal accordées. Mais l'Esprit saint manie parfois le contrepoint avec un art que pourrait lui envier le grand Sébastien lui-même.

Jacques Chênevert

## DÉCISIONS '85

Les 16 et 17 mai dernier se déroulait à Québec la première partie de la conférence sur la sécurité économique des Québécoises, «*Décisions '85*». Cette «tribune de première importance» dont le premier ministre René Lévesque faisait l'annonce officielle en novembre dernier était, en somme, le cadeau du Québec aux Québécoises pour souligner la fin de la Décennie des femmes, décrétée par l'ONU en 1975.

«L'heure est venue, pour nous, comme société, de passer plus carrément de la théorie à la pratique», disait en substance M. Lévesque. L'heure en question coïncidant avec la période pré-électorale que vit le Québec, certains milieux de femmes ont très vite mis en doute la sincérité du gouvernement à vouloir vraiment agir en matière de condition féminine et ont parlé d'entreprise de récupération. Boycotté par certaines, tout simplement ignoré par madame tout-le-monde (800 femmes seulement ont participé globalement aux rencontres préparatoires en régions), l'événement a quand même eu lieu. Les 33 représentantes des femmes et les responsables des comités de condition féminine des syndicats avaient décidé d'aller jusqu'au bout du processus et d'amener leurs propositions autour de la table; elles attendaient de cette rencontre, qualifiée d'historique, des engagements fermes au niveau des actions à entreprendre à court terme, et ce, de la part de tous les partenaires présents ayant un pouvoir décisionnel: le gouvernement, le patronat, les corporations professionnelles.

Ce fut une conférence décevante. L'«engagement précis et déterminant de tous les agents socioéconomiques» prévu par M. Lévesque ne s'est fait que par rapport à des mesures peu compromettantes aussi bien pour le gouvernement que pour le monde des affaires: annonce de campagnes de sensibilisation, création de comités d'études, report à décembre (phase 2 de la conférence) de décisions trop engageantes. Les femmes qui, de bonne foi, espéraient voir enfin «livrer la marchandise» sont reparties avec bien peu.

Au lendemain de la conférence, le gouvernement qualifiait de substantiels les acquis des femmes. Les 73

millions avancés comme déboursé global sont très contestables. D'abord, les 50 millions promis par Mme Marois pour la formation des femmes font grossir démesurément la facture. Car ce n'est pas de l'argent sonnante que la Ministre a déposé sur la table, mais une promesse accrochée à un «si». Il lui faudra commencer par obtenir du fédéral 200 millions, desquels elle pourra tirer ensuite, spécifiquement pour les femmes, le montant avancé.

Il y a lieu, également, de s'interroger sur les 2 millions parcimonieusement accordés aux maisons d'hébergement pour femmes violentées (les dirigeantes de ces maisons ramènent ce chiffre officiel à 500 000\$ si on parle d'argent nouveau) et de les comparer aux promesses de l'ordre de 285 millions lors des dernières élections partielles dans les quatre comtés.

Quant aux services de garde pour enfants, dont on a traité spécifiquement dans une conférence sur les femmes comme pour mieux démarquer les hommes de ce genre de préoccupation, il est facile de faire le compte: 12 000 places de plus par an signifient que dans vingt ans, à condition de continuer au même rythme, nous aurons résolu ce problème! Patientons, et contentons-nous d'envier l'Europe avec ses réseaux gratuits et universels.

Au chapitre de l'accès au crédit, les femmes avaient dénoncé de nombreux cas de discrimination. Mais le gouvernement, plutôt que de légiférer, prêta foi aux banquiers qui avaient détecté le vrai problème: les femmes ne savent pas se monter un dossier de crédit. On débloqua donc 400 000\$ pour nous initier. Une bonne façon d'éluider le sujet.

Rien de substantiel ne fut obtenu concernant l'accès à l'égalité, c'est-à-dire l'entrée en vigueur, retardée depuis trois ans, de l'article III de la Charte québécoise des droits et libertés et le dépôt du projet de réglementation l'accompagnant. L'amputation de l'article III de son point 86,2 — le plus significatif pour les femmes car le plus contraignant pour les employeurs — ne peut être considérée comme un gain. Pas plus que le fait d'avoir obtenu une commission parlementaire, quelque part

durant l'été, pour y discuter non pas de la réglementation demandée mais d'un «univers de référence non désincitatif» on ne peut plus imprécis. Encore une fois, rien ne fut vraiment approfondi: le ministre de la Justice, pressé de partir, avait ce jour-là plus à faire avec la Constitution canadienne qu'avec la Charte québécoise.

Simple malentendu sur des termes comme «actions concrètes» et «engagements»? Naïveté feinte ou réel étonnement? Les représentants du gouvernement semblaient surpris de la déception des femmes. Il est légitime de s'interroger sur la pertinence d'un tel exercice. Depuis dix ans, tout a été dit, écrit, comptabilisé sur la situation des femmes. Les groupes de femmes du Québec, structurés, dynamiques et bien ancrés dans le quotidien, ont fait connaître maintes et maintes fois leurs revendications. Pendant ce temps, le gouvernement consulte encore: sur la famille, le code du travail, la microtechnologie, la fiscalité, le logement, l'emploi, la

périnatalité, etc. Dans ce morcellement d'interventions, quel fil conducteur relie le tout? Et de quelle façon «*Décisions '85*» s'intègre à cet ensemble de démarches?

Il y a tout lieu de se demander si une réelle volonté politique anime les initiateurs de tels processus ou s'il s'agit d'un simple exercice démocratique qui n'engage personne concrètement. À la fin de cette conférence sur les femmes, la désertion des lieux par les ministres-collègues de madame Lalonde, la laissant seule faire le bilan des deux jours, est assez significative en elle-même. La ministre de la Condition féminine, en solitaire, faisait face à une table où régnaient en grande partie, la déception, la colère, la fatigue et aussi le découragement.

**Liliane Blanc**

de la Fédération des femmes du Québec

## UNE JOURNÉE COMME LES AUTRES

Cette année encore, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) vient de déclarer le 20 juin Journée du réfugié africain. L'OUA tente ainsi d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la diversité des situations que doivent affronter les cinq millions<sup>1</sup> d'Africains et d'Africaines que des régimes oppressifs, des conflits régionaux, des guerres civiles, des catastrophes plus ou moins naturelles ont forcé à fuir leur pays d'origine.

Ruraux ou urbains, vivant dans les camps ou avec les populations des pays d'accueil, les réfugiés africains font face à des difficultés que l'on a peine à imaginer. Originaires de pays économiquement faibles, ayant le plus souvent tout perdu au cours de leur exil, ces réfugiés trouvent asile dans certains des pays les plus pauvres de la planète dont les faibles infrastructures économiques et sociales ne peuvent supporter le poids supplémentaire que représentent ces arrivées massives de population. Le terme «arrivées massives» doit ici être pris dans son sens le plus fort, puisque, en 1983, le rapport entre population réfugiée et population locale s'établissait à 1 pour 4 en Somalie, à 1 pour 11 à Djibouti, à 1 pour 19 au Burundi, alors qu'il était de 1 pour 324 au Canada<sup>2</sup>. L'espace manque ici pour exposer les harcèlements constants et brutaux que doivent supporter les réfugiés namibiens, la famine qui frappe ceux de la corne de l'Afrique...

La Journée du 20 juin devrait nous rappeler tout cela. Malheureusement, elle n'aura, semble-t-il, aucun écho chez nous. L'occasion était pourtant belle de faire le point sur l'ensemble des actions québécoises et canadiennes privées ou gouvernementales, entreprises en faveur des réfugiés africains.

La population a massivement répondu aux appels lancés au nom des victimes de la famine en Éthiopie et ailleurs en Afrique, prouvant ainsi son souci de solidarité envers les Africains. Mais alors que l'intérêt des médias commencent à fléchir et que l'on annonce une diminution de l'aide étrangère canadienne, quel rang de priorité accordera-t-on à l'assistance aux réfugiés africains et à la recherche de solutions permanentes à leurs difficultés actuelles? La récente campagne a dé-

montré, s'il fallait encore le faire, comment il est difficile d'apporter une aide réelle et efficace dans des régions ravagées autant par des conflits que par les désastres naturels. Or la majorité des réfugiés africains vivent dans de telles régions. Qui se chargera de planifier, coordonner, surveiller l'aide apportée? Qui ira écouter ce que les réfugiés ont à dire?

Par ailleurs, dans le rapport, *Les réfugiés, perspectives pour 1984-1985*<sup>3</sup>, on apprend que 871 réfugiés africains ont été admis au Canada en 1983, alors que le quota alloué était de 1000. Sans vouloir aborder ici l'ensemble de la problématique des quotas de réfugiés, on peut s'étonner de ces résultats.

Alors que c'est en Afrique que l'on retrouve la moitié des réfugiés au monde (selon les données du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés), comment a-t-on pu «manquer» de réfugiés africains? Pudiquement, le même rapport précise que «les résultats positifs qu'a obtenus le bureau du Canada à Nairobi peuvent, espérons-le, inciter d'autres bureaux de la région à élargir la portée des programmes du Canada en faveur des réfugiés africains»<sup>4</sup>. Espérons-le en effet! Espérons surtout que le Canada saura mettre sur pied des mécanismes sûrs, rapides, efficaces qui permettraient à au moins une fraction des Africains qui sont menacés (selon les termes de la Convention de Genève relative aux réfugiés) de trouver chez nous le refuge auquel nos engagements internationaux leur donnent droit.

Enfin, le 20 juin aurait pu être l'occasion d'une ré-

1. Les estimations du nombre de réfugiés en Afrique peuvent varier considérablement, elles oscillent généralement entre 4 et 5,5 millions.
2. John R. ROGGE, «African Refugees and Canada», *International Perspectives*, sept. 83, p. 23.
3. Un tel rapport est publié chaque année par Emploi et Immigration Canada. Au moment d'écrire ce texte, les résultats pour 1984-85 et les perspectives pour 85-86 ne sont pas encore connus.
4. Op. cit. p. 28.

flexion collective sur les causes des exodes massifs de population qui bouleversent l'Afrique contemporaine. Lors de la Deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique, l'ensemble des organisations volontaires non gouvernementales avait fermement soutenu qu'aucune solution durable ne pourra être apportée aux problèmes des réfugiés africains,

sans que ne soient adéquatement analysées et combattues les racines mêmes de ces exodes massifs. Il est plus que temps que nous nous mettions au travail...

Le 20 juin aurait donc pu avoir une importance toute particulière; mais ce sera une journée comme les autres...

**Francine Tardif**

## LE TERRORISME D'ÉTAT EN JUGEMENT

Procès historique en Argentine. Depuis le 22 avril dernier, neuf années de terreur repassent comme un film sous les yeux du pays. Au banc des accusés, les principaux dirigeants de la junte militaire au pouvoir jusqu'à l'an dernier: on leur impute la mort de plusieurs milliers de victimes sans défense, arrêtées ou disparues après le 24 mars 1976.

Les enlèvements, la torture, les exécutions en masse pratiqués en Argentine sont autant de crimes contre l'humanité commis en temps de paix. Pourtant, l'ancien président, le général Videla, a soutenu qu'aucune cour de justice n'avait juridiction pour juger des décisions politiques prises par son gouvernement.

Dès le deuxième jour du procès, les neuf commandants inculpés disent presque tout ignorer de ce dont on les accuse. Ils n'arrivent pas à se rappeler si on a consigné par écrit les interrogatoires, si on a dressé des listes de personnes en détention ou remises en liberté. Autre blanc de mémoire quand on les questionne sur le nombre de détenus traduits devant les tribunaux ordinaires, livrés aux juges militaires ou placés à la disposition du pouvoir exécutif. Le directeur adjoint d'un centre clandestin de détention n'avait jamais réalisé qu'on y gardait un grand nombre de prisonniers, même s'il était responsable, entre autres, de l'intendance de ce centre. Aucun de ces officiers supérieurs n'a jamais entendu parler de la Doctrine de la sécurité nationale. Aucun non plus n'a rien eu à voir dans ce qu'on a appelé la «guerre malpropre» contre la «subversion».

Au dire de Videla, «la junte militaire n'a ni coordonné, ni dirigé ces opérations de manière centralisée». Quand on lui demande si «l'élimination de la subversion justifiait le recours à des mesures extrêmes comme la torture, les arrestations sommaires et les assassinats», il répond par un non péremptoire, avant d'ajouter: «évidemment, les détenus étaient placés à la disposition du pouvoir exécutif...»

Le manuel d'intervention de l'armée, à l'article 504/77, traite du nettoyage du secteur industriel et ouvrier: «l'opération visera les éléments subversifs repérés dans chaque établissement et/ou les chefs d'entreprise qui de manière directe ou indirecte favorisent l'action subversive». On croirait lire les instructions du führer au général Keitel, en décembre 1941, pour organiser les enlèvements et les «disparitions» dans les territoires occupés par le Troisième Reich.

Emilio Massera, un autre membre de la junte, avait affirmé, le 8 février 1984, prendre sur lui la responsabilité «pour tout ce qui est lutte contre la subversion et sans se décharger sur ses inférieurs». Mais, pendant le procès, il proteste qu'«en aucun temps» il n'a eu connais-

sance que des atrocités aient été commises et que, s'il en est maintenant informé, «c'est par l'entremise des médias».

La même chose s'est produite au procès de Nuremberg, après 1945. La plupart des accusés affirmaient ne rien savoir des camps de concentration ou de la Solution finale. C'était le cas de Hans Frank, gouverneur de la Pologne occupée. Considéré comme responsable de tous les camps de concentration situés dans les territoires placés sous son autorité, il prétendra à Nuremberg n'avoir appris qu'«accidentellement» la création d'un camp des SS à Lublin-Majdavec, alors qu'en 1936, dans une revue universitaire de sciences juridiques, il avait défendu et justifié les camps de concentration.

Ce désaveu honteux contraste avec l'attitude des résistants jugés par les tribunaux nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale. Combien de fois les accusés, au risque de leur vie, n'ont-ils pas revendiqué les actes dont on les accusait, en invoquant le «droit de résister à l'opresseur». En Amérique latine, on songe au mot de Fidel Castro, au lendemain de son échec à la caserne de Moncada: «l'Histoire m'acquittera». Loin de s'excuser, il demandait à ses juges de partager le sort de ses compagnons emprisonnés.

Les uns clament leur responsabilité, mais pourquoi d'autres la nient-ils? C'est que la torture, le génocide, les enlèvements sont presque toujours le fait de l'État terroriste. La Doctrine de la sécurité nationale, comme le nazisme, est une idéologie de faussaires: par delà les apparences, son but est de protéger les intérêts d'une minorité prête à tout, même à déclencher un cataclysme, pour s'imposer.

Aussi, le 22 avril, premier jour du procès public des neuf commandants, plus de 70 000 manifestants ont répondu à l'appel des organismes de défense des droits humains pour réclamer le jugement et le châtement des membres de la junte et de tous les coupables, pour refuser l'amnistie et pour demander une enquête parlementaire sur le terrorisme d'État.

Ce procès est nécessaire, devait leur dire Alfonso Perez Esquivel, prix Nobel de la Paix, mais il n'est qu'une étape: «que personne ne l'oublie, il y a beaucoup d'autres responsables»; le châtement est nécessaire pour prévenir la répétition de semblables crimes.

«La mémoire est indispensable pour éviter de refaire les mêmes erreurs», a écrit J.M. Serrat, «si on ne se souvient pas exactement de ce qui est arrivé, on ne pourra que très difficilement apprécier ce qu'on a acquis».

**Leonora Chapman**  
journaliste argentine

## LE MINISTRE NOUS CONSULTE

Pour vraiment débattre les relations extérieures du Canada comme le souhaite M. Joe Clark<sup>1</sup>, il importe, dans un premier temps, d'aller à contre-courant de certaines idées reçues. Et là-dessus, les références ne manquent pas, qui nous viennent à la fois d'observateurs attentifs et sérieux de la scène politique internationale et de la pratique de nombreuses personnes engagées très concrètement sur le terrain de la coopération internationale. Les uns et les autres nous conduisent à introduire, dans la définition des intérêts canadiens et des moyens pour les atteindre, des considérations d'ordre éthique que l'on a tendance à évacuer au nom tantôt du réalisme, tantôt du pragmatisme, ou des deux à la fois. La politique étrangère canadienne a eu, ces dernières années, ses modes et ses humeurs. Elle a cherché à innover sur le plan conceptuel et par des initiatives dont le gouvernement libéral de l'époque ne dédaignait pas, au premier chef, les retombées sur le plan interne. Il faut sans aucun doute voir dans l'électoralisme qui l'a marquée, l'une des causes de son piétinement. En ce sens, l'exercice que M. Clark nous propose est fort bien venu. Encore faut-il bien le mener!

**Questionner la question.** Pour un réexamen fécond de la politique extérieure canadienne, il faut sortir du ronron des certitudes faciles. Ainsi, à traiter tant les USA que l'URSS comme des entités figées dans des rôles campés une fois pour toutes ou comme des blocs monolithiques, on passe à côté de forces, centrifuges ou centripètes, à l'oeuvre dans ces pays. On conclut alors rapidement au consensus là où les questions sont encore controversées et l'on ne répertorie pas les éléments pouvant devenir des leviers de la politique étrangère canadienne qui est encore à définir. L'absence d'accord, aux États-Unis même, sur l'Initiative de défense stratégique — IDS — (la Guerre des Étoiles), et en URSS, sur l'intervention en Afghanistan, en dépit des discours officiels émanant dans les deux cas des cercles gouvernementaux ou militaires, illustrent la nécessité de rejoindre, d'une manière ou d'une autre, les forces qui demain modèleront le visage de ces pays. D'ici là, faut-il simplement se contenter de renforcer l'OTAN? Ne faut-il pas aussi se demander qui sera l'Ami ou l'Ennemi... de demain? Il ne faut jurer de rien, encore moins d'une inimitié éternelle entre l'URSS et les USA: qui fera alors les frais de leur réconciliation? Et à qui donc les pays actuellement enfoncés dans l'endettement présenteront-ils la note à un moment donné? Dans quelle mesure la polarisation Est-Ouest n'affecte-t-elle pas les relations (de domination ou d'aide) que le Canada entretient avec les pays du tiers monde? Ces interrogations — et d'autres plus nombreuses encore — auxquelles il faudra aider le Ministre à apporter des réponses circonstanciées montrent la nécessité de «questionner les questions» que nous lance M. Clark.

On ne se satisfera pas non plus de certains paramètres-alibis avancés pour écarter un changement de cap en certaines matières, innover dans d'autres, donner une couleur véritable canadienne à toutes. Dans la va-

que conservatrice omniprésente, le maître-argument servi à toutes les sauces est celui du manque de ressources disponibles: ne faudrait-il pas mieux se demander comment sont utilisées les ressources existantes? Nous ne croyons pas non plus que l'obsession du déficit soit pertinente et doive entraîner le retrait de certains programmes internationaux ou bilatéraux. Le document ministériel évoque la nécessité d'une volonté politique pour faire des progrès. En réalité il faut plus encore que la volonté: du courage politique s'impose pour aller au delà d'ajustements mineurs.

**Participer à la consultation?** Est-ce pour les stimuler que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures renvoie aux Canadiens une image d'eux-mêmes flatteuse mais passablement irréaliste? En fait la diplomatie canadienne est jeune et se cherche encore. Quelques coups d'éclats ne créent pas une tradition. Aussi les jalons posés et les étapes franchies ne doivent pas être évalués seulement à l'aune des discours mais, fondamentalement, en prenant en considération les pratiques politiques. Il n'est pas sans intérêt de rappeler que pour les Européens de l'Ouest, la politique étrangère canadienne est à ce point subordonnée à celle des USA que l'on ne peut les distinguer. Par ailleurs, même si, jouant le jeu, des ambassadeurs du «tiers monde» à Ottawa ne ratent aucune occasion de flatter dans le sens du poil la main qui détient le cordon d'une bourse cosuée, ils sont, comme leurs collègues européens, sans illusions sur l'appartenance du Canada au système néo-colonial — américain — qui étend ses tentacules sur leurs pays.

Une consultation permettant aux Canadiens de se voir tels qu'ils sont, et non à travers le prisme des contacts officiels, contribuerait à rendre la diplomatie canadienne plus soucieuse des populations et de leurs aspirations; elle qui, le plus souvent, se contente d'avoir l'oreille des hommes d'États. Si ce n'était que pour cela, toutefois, on pourrait en faire l'économie. Par contre cette consultation serait intéressante et justifiée, dans la mesure où des signaux, émanant du gouvernement et plus particulièrement des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI), indiqueraient au moins trois choses. En premier lieu, qu'il ne s'agisse pas d'une consultation *pro forma* visant à conforter les options du Ministre plutôt qu'à repérer les attentes légitimes de la population. Le ministre Wilson avait en effet consulté et écouté. Mais son budget n'a rien retenu qui allait à l'encontre de la volonté de faire du déficit et non du chômage sa priorité. Est-il à craindre que ce soit encore le cas avec le projet de M. Clark? En second lieu, il serait souhaitable que durant cette consultation cessent les mesures à la pièce sur lesquelles un consen-

1. *Compétitivité et Sécurité: orientations pour les relations extérieures du Canada*, présenté par le très honorable Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

sus ne serait pas clairement apparu. On verrait mal le gouvernement — et d'ailleurs ce serait maladroit de sa part — annoncer une forme différente de la participation canadienne à NORAD et, par ce biais, à l'Initiative de défense stratégique (Guerre des Étoiles). En troisième lieu, la sincérité gouvernementale serait rendue évidente par la correction immédiate de certaines pratiques administratives rejetées par l'opinion publique. L'aide liée, par exemple, n'est pas une fatalité, ni la coopération internationale un élément obligé de la politique extérieure. On peut de l'une et de l'autre faire des paramètres de cette politique étrangère avec l'accord de la population. Mais quand des mesures «administratives» viennent en travers de la coopération internationale —

comme ce fut le cas de SUCO — au nom d'une certaine rationalité bureaucratique, des mesures de redressement s'imposent avant toute autre considération.

Mais par-dessus tout, il faudra que se concrétisent les intentions du gouvernement en ce qui concerne notamment les prolongements extérieurs de la compétence interne des provinces et singulièrement du Québec. La revue de la politique étrangère canadienne suppose donc une claire vision du fédéralisme canadien et un partage des compétences fédérales-provinciales. Elle dépasse ainsi une simple actualisation des objectifs et des moyens de la politique étrangère canadienne.

**Renaud Bernardin**

## CROYANCES À LA CARTE

Dans une étude sur la religion des jeunes au Québec, Paul Beaulieu parle de «foisonnement des hétérodoxies»<sup>1</sup>. Utilisant l'analyse du sociologue Thomas Luckman sur les nouvelles formes de religiosité (*The Invisible Religion*, McMillan, New York, 1967), il décrit ainsi la religion d'un grand nombre de jeunes Québécois: «ils empruntent à la religion officielle des 'pans de pensée' (croyance en Dieu), mais sans nécessairement acheter l'édifice dans son entier». En bons consommateurs, ils «magasinent» des idées ici ou là, selon les besoins personnels, pour en faire un tout plus ou moins hétéroclite.

Comment les jeunes assimilent-ils les valeurs sociales et religieuses qui leur sont transmises? Comment sont-ils en train de s'«acculturer»? Cette fois, un écho nous arrive de France, corroborant l'analyse de Paul Beaulieu. Une étude a été menée auprès d'étudiants (14 à 20 ans) du secondaire de l'enseignement privé dans un département de l'Ouest de la France<sup>2</sup>. Même si l'échantillon n'est pas parfaitement représentatif de la jeunesse française (les jeunes travailleurs et les étudiants de l'enseignement public en sont absents), deux tendances fondamentales s'y révèlent: la jeunesse vit dans une civilisation du moi; ce culte de l'individu entraîne une privatisation de la foi et une transformation des valeurs religieuses pour qu'elles satisfassent aux besoins personnels de chacun.

Notre société scientifico-technique aura fait valoir l'autonomie de l'individu sur le plan culturel. Les valeurs ne sont plus dictées par la famille ou la société, mais les personnes ont la possibilité d'exercer un choix critique. Alors que dans les années '60, la jeunesse, réagissant contre les valeurs de rationalité et d'efficacité, se distanciat de la société au point de s'y sentir mal à l'aise et suscitait des minorités critiques et militantes, la jeunesse actuelle semble plutôt conformiste, centrée sur elle-même, assez insensible à la dimension collec-

tive de la vie. Par exemple, les jeunes sont en majorité indifférents à la politique, à la militance, aux idéaux. Par contre, sont considérées comme importantes les valeurs qui assurent un épanouissement de l'individu: fonder un foyer, avoir des responsabilités, être indépendant. On vit au quotidien. Rien n'est sûr, pas même l'avenir. Pourquoi alors faire appel à des valeurs transcendantes telles la vérité, le droit, la justice? À quoi bon se référer aux grandes synthèses philosophiques ou religieuses qui disent le sens de l'histoire, aux discours volontaristes qui rendent l'être humain responsable du futur...? Il faut plutôt expérimenter, s'autocentrer, découvrir sa personnalité et sa singularité. Le narcissisme devient en lui-même une valeur, un art de vivre.

Toutefois cet individualisme recherche une certaine forme de convivialité. Le groupe n'est pas rejeté en soi mais n'intéresse que s'il apporte un accroissement dans la réalisation des projets personnels; il n'est pas un lieu de mobilisation pour réaliser les grandes utopies mais un endroit où l'on pourra parfaire son épanouissement.

Cette culture du moi a naturellement des effets sur l'assimilation des croyances religieuses. Si 39% des jeunes lycéens vont encore à la messe, celle-ci n'est pas considérée comme un élément indispensable de la foi: on y va si on en éprouve le besoin. Les valeurs morales catholiques concernant la sexualité ne sont plus reçues par l'immense majorité: ainsi plus de 90% acceptent la cohabitation avant le mariage. Le prêtre, pour sa part, ne représente plus l'homme de la prière et des sacrements mais doit être une personne proche et semblable aux autres. En fait, les jeunes réorganisent les croyances en fonction de leurs besoins. «On bricole rites et croyances, survivances reçues de l'enfance, on se construit son image de Dieu en fonction de la satisfaction qu'elle peut apporter à l'individu.» De même, les engagements religieux sont réinterprétés en fonction de ce qu'ils rapportent sur le plan narcissique. «On est croyant mais à la carte; on garde tel dogme, on élimine tel autre, on mêle les Évangiles avec le Coran, le Zen, le bouddhisme. La spiritualité s'est mise à l'âge kaléidoscopique du super-marché et du libre-service».

Faut-il s'alarmer de ce constat? L'essentiel est d'être conscient des enjeux qu'il laisse présager pour le monde de demain.

**Vincent Péguy**

1. Paul Beaulieu, «L'avenir des formes traditionnelles de religion se joue chez les moins de 25 ans», dans *Le Devoir*, 3 mai 1985.

2. Pierre Cousin, «L'acculturation des jeunes lycéens», dans *Foi et développement*, 127/128, mars-avril 1985. L'enquête, réalisée en 1983, a rejoint 4 863 étudiants de l'enseignement privé du Maine-et-Loire.

La culture permet de vivre... et de survivre. Vous avez dit «culture» ?

Comme si ça existait encore, «la» culture, comme si dans le monde d'aujourd'hui il était possible de pointer du doigt «une» culture... Est-ce que nous n'avons pas plutôt l'impression, tous et toutes tant que nous sommes, de baigner dans un monde éclaté où «des» cultures — mieux peut-être des fragments de cultures — nagent à notre rencontre en s'ignorant voire en s'agressant les unes les autres ?

Nous «pitonnons». Comme devant l'appareil de télévision — la boîte à cultures par excellence — où nous passons distraitement du reportage au placotage, de l'évasion programmée à la réalité-spectacle, dans un temps irréel... et commandité.

Et pourtant la culture exige du temps, du temps réel. Le mot lui-même rappelle la domestication du temps: le passage de la cueillette au travail de la terre, quand les premiers agriculteurs ont fait le pari de sacrifier la semence. La culture du sol suppose un but assez défini pour qu'on renonce à consommer immédiatement afin de récolter plus tard. Quel but, quel sens inspire aujourd'hui notre culture tout court ?

Les Romains employaient les mêmes termes pour désigner le travail des champs,

la culture de l'esprit et le culte des dieux. La culture permet de vivre... et de survivre.

Hier c'était la peste ou les barbares, aujourd'hui c'est le nucléaire: la tentation de vivre au jour le jour et de danser sur le volcan (car demain nous mourrons) décourage la quête de sens. Il est plus simple d'essayer d'oublier que de travailler à bâtir la paix.

À l'heure où le chômage estropie une génération dans une société vieillissante, il est plus simple de laisser faire que de faire un choix.

Car choisir suppose un but et une échelle de valeurs.

Ce numéro sur la culture ne veut pas définir un code (nous n'en sommes pas là!) mais nous donner le temps de nous surprendre, à travers quelques instantanés sur nos habitudes, et nous aider à regarder l'avenir: comment, autrement, domestiquer notre temps ?

Qu'il s'agisse de culture nationale, de culture économique, de nos représentations du bonheur ou de celles que l'école transmet en les reflétant, sonder notre culture, c'est toujours prendre le pouls de notre volonté de vivre.

Albert Beaudry

## TURBULENCES DANS LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

par Marcel Rioux

sociologue, Université de Montréal

et avec les autres hommes sont régis par un ensemble de *représentations, d'attitudes, de comportements communs*, leur donnant un sens et constituant au delà du sens immédiat du langage, une culture» («La parole et l'outil», p. 76-77).

### Une culture en péril

Les changements de toute nature qui se sont déroulés au Québec depuis quelques décennies ont-ils profondément altéré sa culture? Oui, diront ceux pour qui la culture est un

ensemble de traits manifestes que l'on peut voir, entendre et dénombrer. Le géographe français, Pierre George<sup>1</sup>, par exemple, s'inquiète de la viabilité de la culture québécoise parce que trois de ses principaux traits traditionnels — la religion, la ruralité, le taux de natalité — ont été largement érodés; aujourd'hui, seule la langue française survivrait.

Or, nous avons appris avec Jean Piaget et d'autres, qu'une culture continue de fonctionner, même si certains de ses traits manifestes disparaissent, parce qu'elle est elle-même un système de transformations. «En un mot, écrit Piaget, une structure comprend (...) les trois caractères de totalité, de transformations et d'autorégulation»<sup>2</sup>. Une culture

Les vingt-cinq ans qui nous séparent du début de la Révolution tranquille (1960-85) nous auront fait vivre des moments agités et angoissants, auront provoqué des bouffées d'espoirs et de regrets et nous auront aussi donné l'occasion de réfléchir sur le processus culturel. Culture est entendu ici comme dans les sciences de l'homme. Par exemple, l'économiste Jacques Attali en donne la définition suivante: «Dans toute société, les rapports avec son environnement

1. *Le Québec*, «Que sais-je», 1979.

2. *Le structuralisme*, «Que sais-je», 1978.

est donc un ensemble de structures mentales et affectives qui assurent une continuité plus grande que celle de ses traits manifestes, qui, eux, peuvent changer ou disparaître, sans mettre en question l'existence même de cette culture. Faut-il ajouter qu'il existe un seuil de tolérance qui, s'il est franchi, met en péril une culture dont les emprunts seraient trop massifs. Elle peut donc changer dans ce que l'on peut appeler son phénotype (ce qu'elle donne à voir) sans que son génotype (sa structure profonde) en soit affectée. Par exemple, une culture peut devenir, au fil des ans, plus ouverte ou plus fermée, plus stricte ou plus permissive, tout en restant sensiblement la même, sur le plan de ses structures mentales et affectives.

Cela dit, certains changements sont endogènes, c'est-à-dire proviennent de l'intérieur même de cette culture, comme ce fut le cas récemment au Québec, pour l'individualisation et la sécularisation. D'autres apparaissent par le fait qu'une société, s'ouvrant davantage au monde extérieur, emprunte plus ou moins de traits étrangers; ici, les influences viennent surtout des USA. Dans les périodes antérieures, le relatif isolement du Québec le mettait à l'abri des modes et des changements extérieurs; son seuil de tolérance restait élevé. Mais, de nos jours, la culture québécoise devient plus fragile et plus vulnérable.

Depuis la Révolution tranquille, le peuple québécois s'est affirmé dans plusieurs secteurs, et ce, en dépit ou à cause de changements nombreux dans plusieurs domaines. La vie, tant publique que privée, s'en est trouvée transformée. Malgré tout, il n'est plus grand monde qui nie que les Québécois forment un peuple distinct. Même dans le langage courant, on distingue le Canada du Québec. Cela s'est traduit, par exemple, dans le fait que le Québec n'est pas partie prenante à la nouvelle Constitution du Canada.

Nonobstant cette prise de conscience de la singularité de l'État québécois, tout se passe comme si les jeunes et d'autres couches de population faisaient de moins en moins confiance à l'État et comme si la société civile reprenait ses droits face à la bureaucratie et à la technocratie étatiques. Ceux et celles qui avaient misé sur l'État québécois comme instrument privilégié de leur émancipa-

tion reviennent à des groupes sociaux et à des actions qui sont plus près de leur vécu. Ce mouvement n'est pas particulier au Québec; il fait plutôt partie du processus de rapatriation des pouvoirs d'État vers la personne et vers des groupes sociaux plus proches des intérêts quotidiens.

### Le temps des ruptures

Le Québec, ainsi que les autres sociétés industrielles, vit une série de ruptures non plus avec la société pré-industrielle mais avec celle des années '60, '70 et au-delà. À cause des chocs économiques, pétroliers et autres, et des crises concomitantes, le temps privilégié a cessé d'être l'avenir parce que, pour de plus en plus de gens, l'avenir est bouché, personne ne sachant au juste à quoi s'attendre. C'est le présent qui occupe aujourd'hui toute la place, avec quelques incursions dans le proche passé — comme le fait la mode rétro —, et vers certaines périodes historiques. À quoi bon agir en fonction de l'avenir, épargner et espérer, par exemple, puisque pour beaucoup de couches sociales il n'y a pas d'avenir; toutes sortes de représentations et d'actions sont ainsi légitimées. Récemment encore, la société industrielle et la bourgeoisie enseignaient et pratiquaient «le travailler aujourd'hui pour jouir plus tard»; maintenant, c'est le «jouir aujourd'hui et payer plus tard» qui prévaut. Voilà un des plus importants renversements que pratiquent nos sociétés; ce qui entraîne toutes sortes de turbulences qui, à la longue, pourraient affecter en profondeur les cultures nationales. Dans un tel contexte, il est difficile de savoir exactement ce qui se passe aujourd'hui et encore plus de quoi demain sera fait. Il est certain que le Québec voit désormais son sort lié à celui du reste du monde et que personne ne peut rêver d'en faire une nouvelle Albanie.

Pendant les deux ou trois dernières décennies, on a vu, ici comme ailleurs, que nos relations avec la nature ont eu tendance à changer; on est passé d'une nature à exploiter à une nature avec laquelle il faut vivre en harmonie. L'écologisme et toutes ses manifestations témoignent d'une rup-

ture contemporaine qui est probablement la plus importante car ce virage amorce presque à coup sûr la venue d'un autre type de société. Pour les Québécois, le syndrome du bûcheron fait place à celui du jardinier.

Dans nos sociétés, c'est l'insécurité qui continue de s'installer et ce, non seulement chez les jeunes et les chômeurs, mais à peu près dans toutes les couches de populations. Les nantis ont peur de perdre leurs biens et les autres, de ne pas pouvoir en acquérir. Non seulement savons-nous, avec Paul Valéry, que les civilisations sont mortelles, mais aussi qu'elles ne meurent pas subitement. Les processus de transition sont très lents et s'accompagnent de violents soubresauts. «La crise, écrit Gramsci, consiste justement dans le fait que le vieux ne meurt pas et que le neuf ne peut pas naître».

### L'âge du moi

Au Québec, comme dans les autres sociétés industrielles, est apparu, ce que d'aucuns ont appelé, l'égologie. Selon certaines interprétations, on peut y voir le passage de l'individu à la personne, c'est-à-dire la fin de l'uniformité souhaitée par les bureaucraties et par les grandes machines économiques et la valorisation de la personne humaine qui vise à plus d'autonomie et de responsabilité, pour elle-même et ses groupes de vie.

Il n'est pas sûr, toutefois, que ce changement ne puisse pas plutôt être interprété comme le renforcement de l'individualisme forcené qu'accroît encore le déclin des communautés de vie. La séparation et l'émiettement atteignent nos cultures et nos vies dans tous leurs aspects; le tissu social s'érode toujours de plus en plus.

Hier, la légitimité des institutions et des autorités produisait des consensus à partir desquels les sociétés pouvaient fonctionner; aujourd'hui ces consensus sont de plus en plus difficiles à réaliser à cause de la fragmentation des populations, des idées et des valeurs. C'est ainsi que le Québec devient ingouvernable; de surcroît, on peut ici, au gré de ses intérêts, changer de drapeau, passer du fleurdelisé à l'unifolié et... vice versa.



# QUELLE CULTURE L'ÉCOLE VÉHICULE-T-ELLE?

par Paul Tremblay

théologien, Université du Québec à Chicoutimi

Réunion de professeurs dans une grande polyvalente de la région de Québec, à l'occasion d'une journée pédagogique. Un professeur intervient, débordant manifestement l'ordre du jour: «Il n'y a plus rien qui bouge dans notre école. Nous donnons des cours, point. Il y a quelques années, nombreux étaient les clubs et activités de toutes sortes: musique, cinéma, écologie, sciences, folklore, sports. Il ne reste plus rien de tout cela, excepté la chorale qui persiste... grâce à l'entêtement d'une personne. Autrefois, il nous arrivait, lors de journées pédagogiques, de discuter d'un sujet de fond entre nous ou en compagnie d'un invité. Aujourd'hui tout est à plat... Où en est l'éducation? Où est notre culture?» Applaudissements nourris.

Fin d'année dans une école secondaire au Saguenay. On a décidé de marquer les réussites et les accomplissements des élèves au cours d'une soirée dite «Mérites». Plus de 150 jeunes, soit un sur dix, reçoivent une attestation d'excellence. La soirée est entièrement animée par les élèves, avec beaucoup d'entrain et d'imagination. Les parents et les professeurs s'étonnent: «On ne savait pas que tant de jeunes étaient engagés dans la musique, le sport, les concours littéraires, les groupes de recherche-science, et toutes sortes de mouvements d'animation sociale et religieuse.» Et le directeur, tout fier, de commenter: «Il faut le dire: beaucoup plus de jeunes qu'on croit s'engagent, excellent et participent.»

Question inscrite au programme d'un tout récent colloque rassemblant des directeurs et des cadres scolaires de la région du Bas-du-Fleuve: «L'école a-t-elle mission de faire du développement culturel? Comment? Est-ce que nous ne manquons pas le bateau: pourquoi n'avons-nous pas un impresario qui mette l'enfant en présence de la culture? Pourquoi investissons-nous si peu pour la culture? Y a-t-il des clubs dans nos écoles? Nos enseignants sont-ils cultivés?»

C'est ainsi que la question de la culture surgit à nouveau dans l'école. Chaque fois que le temps éloigne un peu le souvenir amer des négociations et des décrets, les questions essentielles reviennent à la surface. Comme les bourgeons après l'hiver.

Quelle culture l'école véhicule-t-elle? Qu'est devenue l'école sur le plan culturel? Serait-elle le désert culturel que d'aucuns dénoncent? Ou au contraire le jardin florissant que certains nous annoncent? Vraisemblablement ni l'un ni l'autre. L'école est un lieu où convergent tous les courants culturels. Elle est ainsi devenue le marché aux puces de la culture. On y trouve de tout: des éléments de culture savante, les symboles de la culture-jeunesse, des bribes de culture technique, scientifique et littéraire, sur un fond d'images télévisées et de vidéo clips. Comme Terre des hommes à Montréal, comme

Beaubourg à Paris, comme le paysage de nos petites et moyennes villes du Québec, l'école rassemble le meilleur et le pire, l'ancien et le moderne, dans un bric-à-brac incohérent. L'école ressemble à un jardin que toutes les cultures envahissent. Or, on sait ce qui arrive à un potager quand toutes les cultures y sont admises: les carottes et les pissenlits, les haricots et le chiendent, le persil et le mouron. Quand tout pousse, la récolte est souvent plutôt maigre.

De quelle culture parlons-nous? Le Livre blanc sur le développement culturel de 1978 a au moins servi à faire prévaloir une vision large de la culture. Celle-ci ne se réduit pas à une idée de lutte pour la survivance ni au maintien du patrimoine. Elle n'est pas davantage un luxe quelconque réservé à des élites privilégiées. La notion de culture renvoie à un tout organique: elle est le système de références, le réseau de représentations par lequel une personne ou une collectivité s'exprime et se construit dans sa relation aux autres et au monde. En ce sens, il convient de parler moins de la culture que des cultures, au pluriel, c'est-à-dire de ces «ensembles plus ou moins vastes de façons de parler, de penser, de vivre, et, en corollaire, des langages, des croyances, des institutions». Si l'école est devenue ce terrain où plusieurs «façons de parler, de penser et de vivre» s'entremêlent, la question ici posée se transforme: Comment l'école, située au carrefour des cultures, intervient-elle? Distille-t-elle quelque chose qui lui soit propre? Ou n'est-elle qu'une sorte de miroir sphérique sur lequel se reproduit en gros plan tout ce qui se passe dans la société?

Le mot culture est étroitement relié au mot «société». La société désigne l'ordre institutionnel et le cadre de vie qu'un peuple se donne pour vivre ensemble. L'école s'inscrit dans la société; beaucoup plus qu'elle ne le pense, elle exprime, reproduit et promeut les styles de vie de la culture ambiante. Cela ne date pas d'aujourd'hui. Il en fut probablement toujours ainsi.

---

## *L'évolution des modèles socio-culturels*

---

Essayons de situer le modèle socio-culturel dans lequel nous vivons et que l'école traduit et véhicule imperceptiblement. J'évoque ici ce modèle de manière extrêmement schématique, en contraste avec des modèles précédents, en laissant à chacun le soin d'apporter les

nuances et les compléments indispensables.

Jusque vers la fin des années '50, le discours socio-culturel dominant fut celui de la survivance, de la transmission des valeurs chrétiennes et de la sauvegarde des institutions. Le présent s'appuyait sur «notre maître le passé». À l'école comme ailleurs, les valeurs étaient identifiées et tenues pour immuables, la mémoire jouait un grand rôle. La culture était comme un fond de scène prédéterminé sur lequel chacun devait inscrire son apport personnel. Cela nous a donné l'école de *Ces enfants de ma vie* de Gabrielle Roy et *Une enfance à l'eau bénite* de Denise Bombardier.

De 1960 à 1975, ce furent les années d'abondance. À l'école comme ailleurs, le discours fut celui du progrès, du changement, de la productivité, de la créativité. On fit quasi table rase du passé: l'école oublia l'histoire, la dictée et la grammaire. Elle se tourna vers l'avenir, se croyant engagée dans une marche en avant indéfinie. Il fallait construire, créer, implanter des méthodes nouvelles, assurer «le progrès continu», décroisonner, aménager des aires ouvertes, faire de l'école un milieu de vie et y injecter un ferment de changement social. Cela nous a donné une école active, bourdonnante, fébrile, qui est vite devenue une école tendue, fatigante et fatiguée. Après tant de pression, vint la dépression.

Depuis la fin des années '70, une mutation économique majeure s'est produite. Le discours économique, social et politique s'est mué en discours de repli. Il a fallu se mettre à gérer la décroissance: décroissance des ressources et des effectifs d'abord, mais aussi, semble-t-il, décroissance de l'imagination, de la créativité, de la motivation, de l'espérance. Incertain de l'avenir, coupé du passé, on se replie de plus en plus sur le présent, sur l'immédiat. Le discours socio-culturel ambiant devient narcissique: la dominante est celle de la recherche du bonheur et de la sécurité. On veut «vivre sa vie», profiter de l'existence, se faire une bonne position, «être bien dans sa peau». Les utopies ont perdu leur force mobilisatrice: pensons à la cause de l'indépendance du Québec, à la «société juste», au marxisme. Les idéologies reculent et les «lendemain qui chantent»; on assiste à «la montée de l'intime» et au retour du «complexe de Narcisse»<sup>1</sup>. Plus visible chez les jeunes générations, ce modèle socio-culturel vaut aussi pour les aînés. Fernand Dumont écrit: «Voici qu'à peu près tout le monde, parti à la recherche d'une société, se trouve engagé à la recherche de soi-même»<sup>2</sup>.

---

## Créature de la culture

---

L'école reflète et transmet ce modèle socio-culturel ambiant des années '80. Elle ne le fabrique pas; elle est

en partie fabriquée par lui. Il faut donc se garder d'accuser l'école de traits qui dépendent bien peu d'elle ou des jeunes mais surtout de l'air du temps. Par exemple: l'individualisme grandissant, la dépolitisation, l'absence de but ou d'idéal, la relativisation des valeurs, la prédominance du «vécu» et du «senti» immédiat, le peu d'attrait pour tout effort, le manque de communication. En ces domaines, l'école porte les marques de son environnement.

Mais l'école constitue un champ privilégié de contagion de la culture-jeunesse diffusée par les médias et la publicité. Mode vestimentaire Bo-Jeans ou punk. Musique disco et rock. Nourriture Big Mac. Parler bêtifiant et humour bête de Ding et Dong. Production intellectuelle calibre Ligue nationale d'impro. Goût pour les formules-chocs et les messages brefs, style réclame télévisée. Seul par-cœur connu de tous: la bande-son des messages publicitaires, dont les jeunes prennent beaucoup de plaisir à répéter ou chanter le dialogue en simultané. Ce langage de la publicité est quasi devenu la seule langue commune entre les générations. C'est dire que le niveau n'est pas bien haut. Au total, cela ne donne pas une culture très «bourrative», pour reprendre un qualificatif récent du dictionnaire Boum-Boum d'une compagnie de bière. Bien des jeunes d'aujourd'hui ne semblent nullement préoccupés de dépasser cette inculture, qu'ils reconnaissent volontiers. Avec un haussement d'épaules. Le drame ce serait que l'école se contente d'être, à sa manière, une simple caisse de résonance. Cela équivaldrait à une démission. Le contexte socio-culturel constitue un horizon à l'intérêt duquel il revient à l'école d'apporter quelque chose d'original.

---

## Créatrice de culture

---

L'école n'est pas que miroir ou reflet de la société: elle est aussi projet. Pour être créatrice de culture, trois voies s'offrent à elle: l'adaptation, la résistance, l'interprétation critique.

L'adaptation est une voie très communément suggérée: adaptation aux jeunes, aux requêtes et aux modes du temps. Ce mot adaptation recèle pourtant bien des ambiguïtés. Ou il dit trop et alors il conduit à l'alignement pur et simple. Ou il ne dit pas assez et alors il conduit aux accommodements de façade. L'adaptation engendre une école de complicité et de complaisance, qui risque de ressembler beaucoup à la télévision de divertissement.

Il y a la voie abrupte de la résistance. «Enseigner c'est résister», comme le veut le titre du livre de N. Postman<sup>3</sup>. «L'école n'a qu'un devoir: résister à la puissance de l'opinion», écrit pour sa part J.-C. Milner<sup>4</sup>. L'apport propre de l'école sur le plan culturel consisterait dès lors à prendre le contrepied de la culture ambiante, à développer un contre-argument, un contrepoids. L'école aurait pour rôle «de conserver la tradition quand le reste de l'environnement est en cours d'innovation. Sa tâche au contraire est d'innover quand le reste de la société reste figé dans la tradition»<sup>5</sup>. Quand l'audio-visuel est omniprésent, l'école devrait se concentrer sur l'écrit. Quand le style de vie est individualiste, l'école devrait accentuer le style communautaire. Dans un monde happé par le changement, «l'école reste le seul moyen de masse de faire

- 
1. C. Lasch, *Le complexe de Narcisse*, Paris, Robert Lafont, 1981.
  2. F. Dumont, et al. *Situation et avenir du catholicisme québécois*, Leméac, 1982, p. 35.
  3. N. Postman, *Enseigner c'est résister*, Paris, Le Centurion, 1981.
  4. J.-C. Milner, *De l'école*, Seuil, 1984.
  5. N. Postman, *op. cit.*, p. 51.

comprendre ce qui ne change pas dans notre culture.» Il est bon que la thèse de la *résistance* vienne contrebalancer la thèse de l'*adaptation*. Mais elle ne constitue pas le dernier mot sur l'école.

La troisième voie est celle de l'interprétation critique. L'école accueille des jeunes qui vivent déjà *ailleurs*. Ils ne sont pas tellement pour ou contre les valeurs de la société ambiante, pour ou contre les façons de penser et de vivre des adultes. Avant toute opposition, «ils sont ailleurs, dans un système différent, dans lequel ils s'insèrent selon un mode original et qui, peu à peu, se constitue en véritable et nouvelle culture»<sup>6</sup>. À ces jeunes en voie d'émigration, l'école devrait servir d'interprète. L'interprète c'est d'abord l'intermédiaire entre deux personnes ne sachant pas la langue l'une de l'autre: l'école apprend la communication entre jeunes, adultes et société, notamment par l'enseignement de la langue et de l'histoire. L'interprète c'est aussi le musicien ou l'acteur qui assure l'interprétation personnelle d'une oeuvre, d'un rôle: l'école doit préparer les jeunes à interpréter leur vie, à la signer d'une manière personnelle. Cette double tâche d'interprète impose à l'école une double exigence: l'exigence de la langue et l'exigence de la compétence.

---

### L'exigence linguistique

---

La culture s'incarne et s'exprime dans un ensemble de symboles dont la langue constitue une des formes les plus fondamentales et les plus influentes. D'où l'importance de l'apprentissage du français à l'école. Sur la pauvreté de cet apprentissage, tout a été dit mais il faut sans cesse y revenir. Qu'il suffise ici de souligner un seul aspect de cet apprentissage: l'exigence linguistique. En règle générale, ce souci, cette exigence demeure faible à tous les niveaux d'enseignement. Pourtant, c'est bien toujours la langue qui met la pensée au monde. Maîtrise de la langue et de la pensée vont de pair. Robert Cliche affirmait même: «La critique sociale commence par la grammaire.»

Sur ce point précis de l'exigence linguistique, le Conseil supérieur de l'éducation publiait en 1980 quelques pages remarquables qui n'ont rien perdu de leur à-propos<sup>7</sup>. La première exigence consiste à axer l'enseignement sur l'usage du français. «On a tendance à faire du français un enseignement cognitif. On enseigne un savoir plutôt qu'un savoir-faire, des notions plus que l'usage. 'Ils ne montrent pas les trucs, dit un élève en parlant des accords: c'est ma mère qui me les dit le soir'.»

La seconde exigence est de ne pas accepter toute expression indifférenciée, sans égard à la forme. «Quand des professeurs laissent les élèves s'exprimer sans se soucier de la forme, ils confondent. En linguistique, toute production verbale ou écrite est reçue, parce qu'elle peut toujours dire quelque chose sur la langue. Dans l'usage, ce qu'il faut plutôt, c'est que la langue dise quelque chose: l'enseignement du français ne saurait être que normatif.» Si l'enseignement du français est si cruellement déficitaire, le développement de la linguistique y est-il pour rien? On a eu tendance à transposer à l'école primaire et surtout à l'école secondaire les concepts et les

méthodes de la linguistique enseignés à l'université. «Apprendre le français par la linguistique ou tout autre discours sur la langue, c'est, pour apprendre la cuisine, étudier d'abord la diététique; ou pour apprendre à vivre en société, la sociologie.»

Autre point d'application: l'exigence linguistique doit s'étendre à tous les enseignements. «C'est une fiction de confiner la qualité du français au cours de français. Or, sauf exception, il n'y a pas de politique commune à cet égard dans les écoles, ni d'ailleurs dans les programmes de formation des maîtres. Mais on peut faire le cégep et jusqu'au doctorat sans maîtriser le français. La maîtrise du français n'est jamais exigée.»

Si l'école ne crée pas tout de suite l'exigence de la langue, écrite et parlée, la langue des élèves déclinera rapidement et, avec elle, la capacité des jeunes de participer activement à l'élaboration de la culture.

---

### L'exigence de la compétence

---

Bien des critiques de l'école actuelle s'entendent pour prôner la réhabilitation des savoirs, à la suite de tout un courant qui tendait à donner le primat à la forme plutôt qu'au contenu, aux méthodes pédagogiques plutôt qu'aux programmes, aux sensations plutôt qu'aux connaissances, à l'expression spontanée et imprécise plutôt qu'aux idées claires. Le meilleur service que l'école puisse rendre aux jeunes c'est de les aider à développer le sens de la compétence. Peu importe au fond le domaine, que ce soit le sport, la langue, la géographie ou la musique, l'important est que les jeunes découvrent les exigences de la compétence: l'effort répété, la ténacité, la confiance, le sens de l'analyse et de l'exactitude, la discipline, la fierté. Sous prétexte de rechercher «la culture générale» pour tous, l'école actuelle ne réussit la plupart du temps qu'à induire une vague culture à l'à-peu-près. La formule de l'école polyvalente, excellente en soi, donne finalement une école touche-à-tout et touche-à-rien.

Il importe de remettre au coeur de l'école l'exigence de la compétence. Cela ne pourra se faire sans un important élagage des programmes et des enseignements. Car le jardin trop luxuriant dont nous parlions au départ a besoin d'être éclairci: il faut choisir et réduire le nombre des cultures. Il faut non pas élargir les finalités de l'école, mais lui assigner plutôt des objectifs plus précis et réalistes. Pour que l'école arrive à faire ce qu'elle seule peut faire! Et qu'elle renonce à vouloir tout faire, notamment dans le vaste champ de la culture! Et laisse faire aux autres institutions ce qu'il leur revient d'apporter au dialogue des cultures.



---

6. P. Babin et M.-F. Kouloumdjian, *Les nouveaux modes de comprendre. La génération de l'audiovisuel et de l'ordinateur*, Paris, Le Centurion, 1983.

7. Conseil supérieur de l'éducation, *L'état et les besoins de l'éducation, Rapport 1979-1980*, p. 31-37.

## MIROIR, MIROIR, AVONS-NOUS UNE CULTURE?

*Montréal doit-elle garder son visage français? Doit-elle au contraire accentuer son aspect cosmopolite? Comment se vit sur son territoire la rencontre des cultures? Que pensent de la «culture québécoise» nos concitoyens dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais?*

*À première vue, ces questions n'intéressent que quelque trois millions de personnes qui habitent la région métropolitaine de Montréal, ou les 42% de la population du Québec qui résident dans un rayon de 25 milles de l'intersection Peel et Sainte-Catherine. Mais si on y pense bien, on admettra que tout le Québec est concerné. En 1985, dans les pays industriels avancés, la culture est urbaine et elle s'appuie sur des grands centres: c'est à Paris, à Francfort, à New York, à Tokyo qu'elle est produite et c'est de là qu'elle est diffusée.*

*Une culture sans métropole se trouve probablement aussi menacée que les cultures du passé qui n'ont pu s'appuyer sur l'écriture ou sur l'école.*

*Il n'est donc pas indifférent pour le Québec et pour le Canada français que Montréal parle français, qu'on y travaille, qu'on y cherche et qu'on y crée en français.*

*Par ailleurs, dans un pays d'immigration (et dans une province où le taux de natalité reste le plus bas de toutes les provinces canadiennes, à 1,45%), une grande ville devient nécessairement cosmopolite. De quartier chinois en Petite-Italie, la ville nord-américaine hésite entre l'assimilation forcée et la mosaïque culturelle. À Chicago ou à Toronto, l'école, l'usine, le centre d'achat, la télévision*

*imposent l'anglais. A Montréal, 30% de la population parle d'abord une autre langue que le français alors que les résidents d'origine britannique qui parlent d'abord anglais ne représentent que 16% de la population.*

*La Loi 101 a commencé de ralentir l'assimilation massive des Néo-Québécois à la minorité anglophone. Mais la contrainte est-elle la seule forme de rencontre possible?*

*Pour explorer cette question quelques rédacteurs de Relations ont voulu entendre deux porte-parole de ces «communautés culturelles» d'arrivée plus récente. Bruno Ramirez et Lamberto Tassinari sont membres du comité de rédaction du magazine transculturel Vice Versa. Nous leur avons demandé comment ils voient la culture québécoise.*

**Bruno Ramirez -** Vous vous demandez comment nous voyons la culture québécoise. La question n'est pas simple, même pour un Québécois francophone, je pense. Mais s'ajoute pour moi un autre problème: à quel titre puis-je parler? Comme universitaire et historien de l'immigration, ou comme membre de la communauté italienne de Montréal? À partir de mon vécu de tous les jours ou en fonction de mon

itinéraire intellectuel? J'ai 43 ans, ma génération a été marquée par les grands mouvements sociaux et idéologiques qui ont dominé les années '60-'70, elle vit aujourd'hui une dure remise en question.

D'autre part, je suis heureux qu'on me demande mon avis. Le Conseil de la langue française a invité quelques-uns d'entre nous à développer librement leur pensée sur l'avenir multiculturel ou interculturel du Québec. Je vois là un signe de santé (car la réflexion est tournée vers l'avenir) et la preuve d'une certaine ouverture face au problème posé par les immigrants.

Et pourtant, cette ouverture ne me rassure pas complètement. Est-ce qu'on veut seulement se renseigner après avoir trop longtemps négligé cette dimension de la réalité québécoise? Est-ce qu'on n'est pas plutôt à la recherche de formules plus modernes de gestion sociale? Le soupçon, voyez-vous, est probablement le péché originel de l'immigrant: son expérience l'a entraîné à rester sur ses gardes. Il ne peut pas oublier qu'on le voit comme différent. À *Vice Versa*, on est souvent arrivé à rompre cette dynamique, avec des Québécois qui collaborent à ce projet dans un grand respect. Mais je crois que le présent et l'avenir du Québec seront profondément marqués par cette dynamique du soupçon, de notre côté, et par la tentation, du côté de la majorité, de désamorcer, de gérer, l'apport essentiel mais «différent» des immigrants.

On n'ose plus parler ouvertement d'assimilation mais c'est toujours l'objectif qu'on poursuit. Or depuis les années '70, le refus de l'assimila-

tion est devenu évident. Les jeunes des nouvelles générations, ceux et celles qui sont nés ici, peuvent exposer leurs sentiments et articuler leur conviction avec plus de force et de cohérence, avec plus de visibilité aussi. Le temps n'est plus où l'on n'entendait que les tenants de l'assimilation parce que les communautés immigrées manquaient de moyens culturels.

**Lamberto Tassinari** - D'ailleurs pourquoi s'assimiler? et à quoi s'assimiler? Quelle société peut s'ériger en modèle? Quel nationalisme peut prétendre inspirer pour demain? À l'heure actuelle, même les Québécois «pure laine» se cassent la tête pour définir leur culture. Pas étonnant, dans ces conditions, qu'il soit plus difficile, ici, d'obliger un immigrant à s'assimiler...

On peut bien changer le vocabulaire, parler de «communautés culturelles» et d'«ethnicité», mais ce n'est pas un jargon bureaucratique qui va changer le rapport de forces entre une majorité tentée par le racisme et l'immigrant qui représente pour cette majorité un problème à régler.

Au niveau des professions, des métiers, de la création artistique, le racisme se cache derrière une sorte de corporatisme. Pas de violence, bien sûr, du moins pas de violence ouverte. Notre racisme est très civilisé, très urbanisé, très légal: simple réflexe de défense des corps professionnels. On se défend de l'intrusion des autres, qu'ils soient électriciens, chauffeurs d'autobus, ou auteurs dramatiques... Un auteur veut produire? Très bien, mais à condition de se cantonner dans son «ethnicité»: «Tu es un Italien? C'est de cela dont tu

dois parler!»! C'est la seule manière de se faire écouter!

**Karl Lévêque** - *On se trouve devant un double piège. D'une part, le fédéral prône le multiculturalisme. Un faux-semblant d'égalité car c'est la majorité anglo-saxonne qui définit le pays, qui impose sa langue et qui distribue les bons-bons.. D'autre part, le Québec refuse le multiculturalisme, qui fait des Canadiens français et, à la limite, des Québécois eux-mêmes, une minorité parmi d'autres. Les Québécois luttent pour leur place, pour leur identité, pour une société distincte. Ils acceptent la fraternisation dans cette lutte, ils espèrent attirer les «allophones», bâtir avec eux, mais comme avec des partenaires mineurs: «Quand j'aurai fait ma place, vous aurez la vôtre, plus petite évidemment...».*

*L'immigrant a donc le choix de participer à la lutte avec les Québécois, mais en restant lui-même minoritaire, ou ramper dans le mensonge du multiculturalisme. Qu'en pensez-vous?*

**B.R.** Ne jouons pas sur les mots. En matière de multiculturalisme, le Québec reproduit à peu près ce qui s'est passé aux États-Unis. On a beau critiquer l'idée: quand on reconnaît la multiplicité culturelle c'est pour mieux la gérer.

Le dialogue, à mon avis, doit se fonder sur d'autres bases. Quelques-uns regardent l'immigrant comme un miroir pour le Québécois, où celui-ci peut se reconnaître, découvrir qu'il

est lui-même une sorte d'immigrant. N'oubliez pas que pour beaucoup de Canadiens français, survivre, depuis le dix-neuvième siècle, ça a signifié quitter le Québec...

**L.T.** En fait, l'immigrant a toujours été un miroir pour le Québécois. Il lui rappelle son arrivée ici, sa non-appartenance à la terre, sa situation de dominé au plan politique et économique, sa fragilité culturelle face au continent anglo-saxon. Il lui révèle sa réaction: s'identifier le plus tôt possible, pour se confronter à l'autre par excellence, l'Anglais. Mais ce jeu de miroirs peut déboucher sur du neuf, au delà du soupçon et de l'affrontement. Montréal et le Québec pourraient servir de laboratoire inter-culturel, permettre la création d'une nouvelle identité collective, qui coupe avec les nationalismes de toutes sortes et s'ouvre sur quelque chose de nouveau: l'amorce d'une civilisation cosmopolite.

**Julien Harvey** - *La langue est porteuse de la culture, qui supporte la créativité et la communication. À Montréal, en particulier, le problème est d'abord celui du choix de la langue et non celui de la culture. Ici, les immigrants se sont assimilés au groupe «adversaire», c'est-à-dire au groupe anglais. Il y a là une question fondamentale pour déterminer l'avenir du multiculturalisme québécois: quelle sera la langue de communication? Et comment se fera la communication? Est-ce que tout le monde pourra communiquer en français ou verra-t-on se former une mosaïque d'ethnies, pratiquement autonomes, et représentées par leurs élites, «des ghettos communiquant par le sommet», pour reprendre l'expression de madame Assimpoulos?*

**B.R.** Ce modèle de la mosaïque a déjà été appliqué aux relations entre anglophones et francophones, à Ottawa: Pierre Trudeau et la classe politique qu'il dirigeait ont réglé, au sommet, les communications entre

en septembre!

## INNOVER À L'ÉCOLE

2,50\$ le numéro  
16\$ l'abonnement

## LA SITUATION LINGUISTIQUE À MONTRÉAL

Pour se faire une idée de l'évolution de la situation linguistique dans la région de Montréal, où les communautés ethniques représentent un peu plus de 20% de la population (en regard de 2,2% pour le Québec métropolitain), on peut mesurer l'importance démographique de ses principales communautés linguistiques (langue maternelle) et comparer leur résistance respective à l'assimilation (indice de continuité linguistique).

Langue maternelle (population de la région métropolitaine de Montréal)		Indice de continuité linguistique (pour le Québec)	Indice de continuité linguistique (pour l'ensemble du Canada)
		%	%
Français	1 936 205	100,2	95,9
Anglais	520 400	116,4	111,4
Autre	372 070	71,2	54,9
Italien	129 565	75,1	68,6
Grec	42 825	85,8	77,0
Portugais	22 120	82,2	79,5
Allemand	18 785	36,5	31,7

deux communautés linguistiques séparées. À mon avis, c'est toujours la formule que privilégie actuellement la classe politique la plus progressiste, qui croit au pluralisme. C'est le sens des sommes considérables qui ont été investies dans le multiculturalisme: promouvoir le folklore, mettre en évidence la diversité et faire communiquer entre elles les élites qui administreraient ce programme.

Par ailleurs, je ne dirais pas que la politique linguistique du Québec exprime purement et simplement une volonté d'assimilation. L'assimilation déborde la langue. Et tout en concédant que le français, pour des raisons historiques et culturelles, et comme langue de la majorité, a le droit d'exercer au Québec une primauté sociale, comme langue de communication de la majorité, je suis convaincu qu'il faut distinguer la question de la langue et celle de la culture.

**Albert Beaudry** - *Mais comment isoler la langue de la culture? Nous vous demandons comment la culture québécoise est perçue par les communautés arrivées plus récemment. Vous répondez en distinguant d'abord les classes populaires et les milieux intellectuels.*

*Au niveau populaire, les immigrants ne font pas tellement ici un choix de culture qu'un choix de langue, pour survivre.*

*Au niveau intellectuel, c'est plus compliqué. Vous semblez dire: «Nous ne sommes pas certains que vous ayez une culture. Et même si vous en avez une — celle du peuple historiquement dominé que vous avez été —, elle ne représente pas pour nous l'avenir; comme intellectuels immigrants, nous subissons la pression de notre propre communauté qui nous oblige à nous affirmer comme différents et à refléter notre situation de minorité à l'intérieur de votre culture; et d'autre part, nous sommes portés par l'espoir de construire quelque chose de neuf et de différent, qui serait une culture cosmopolite, un dialogue entre les cultures. Mais ne nous demandez pas d'avoir plus qu'un peu de sympathie pour ce que vous appelez votre culture. Il n'y a rien à faire, elle n'est pas la nôtre». D'où la séparation que vous maintenez entre langue et culture. «Va pour le français, puisqu'il faut s'en servir*

L'indice de continuité linguistique indique le rapport entre le nombre de personnes parlant une langue X à la maison et le nombre de personnes qui ont X comme langue maternelle. «Partout au Canada, la mobilité linguistique avantage le groupe anglophone... Même au Québec où, de 1971 à 1981, la population de langue maternelle anglaise a perdu plus de 10% de ses membres, la mobilité linguistique joue en faveur de ce groupe puisque l'indice atteint 116,4%». Ce qui signifie que le départ de 10% de la population anglophone a été plus que compensé, au plan de l'équilibre linguistique, par l'assimilation d'une partie de la population allophone.

À cela s'ajoute une plus forte résistance à l'assimilation chez les allophones du Québec. «Dans toutes les provinces sauf au Québec, on constate que les allophones sont aussi susceptibles de parler l'anglais à la maison que de continuer d'utiliser leur langue maternelle. Au Québec, les allophones ont moins tendance à changer de langue. Les deux tiers d'entre eux continuent d'utiliser leur langue maternelle, alors que le quart parlent l'anglais à la maison et le dixième seulement adoptent le français.»

D'après les fascicules 95-918 et 95-959 du *Recensement du Canada 1981* et la brochure *La situation linguistique au Canada*, Statistiques Canada / Ministère des Approvisionnements et Services Canada, janvier 1985.

*pour travailler; va pour le français comme outil de communication, mais sans charger la langue d'une culture et d'un nationalisme où nous ne pouvons pas nous reconnaître.» Est-ce bien cela?*

**B.R.** La culture québécoise est surtout pressée de se définir. En quelques années à peine, elle a subi de profondes remises en question: après l'ancien corporatisme, c'est l'idéologie nationaliste qui s'effondre. Je vois les porte-parole de la culture québécoise comme des blessés, conscients de leur état et qui essaient de se remettre en marche. Et le fait est loin de me rassurer: mieux vaut se tenir à distance d'un blessé impatient, qui sait comment il réagira?

Par ailleurs, ce temps de questionnement peut ouvrir la porte à une «véritable éthique cosmopolite», axée sur la reconnaissance de la différence, sur l'appréciation de sa valeur et sur la volonté de coexistence. Un tel choix est exigeant. Mais si j'avais un conseil à donner à mes amis québécois, au risque de leur sembler arrogant, ce serait de renoncer à leur attitude défensive: «essayez un peu de vivre comme des immigrants, leur dirais-je, arrêtez de vous accrocher à ce trésor qu'on voudrait vous voler, ouvrez les yeux, regardez où vous êtes et pensez à bâtir l'avenir, mais pour cela acceptez de changer, comme nous-mêmes avons dû accepter de changer en venant ici...»

**K.L.** *Un immigrant intellectuel, justement parce qu'il est un intellectuel, recherche l'humanité, l'universalité, et il peut envisager de prendre ses distances par rapport à telle ou telle langue, qui n'est qu'un instrument pour lui... Mais si on parle de culture, ce n'est pas pour se restreindre au milieu intellectuel: la culture est toujours celle d'un peuple, d'un territoire, d'un terroir. Je ne proposerais pas à un peuple, qui se bat pour récupérer un pays, garder sa langue, la démarche d'un intellectuel qui veut vivre dans la «cosmopole» universelle, qui s'amuse à passer d'une langue à l'autre et qui aspire à devenir «citoyen du monde», qu'il habite Buenos*

*Aires, Rome ou Tokyo... Il y a là une ambiguïté.*

**L.T.** Bien sûr. On ne demande pas à tout un peuple de se rallier à l'internationalisme un peu rêveur des intellectuels. Mais ce que nous voulons souligner, c'est qu'il est dangereux de cultiver le repli sur la défensive: l'histoire récente de l'Europe nous a appris que les nationalismes blessés peuvent mener à la catastrophe. La faiblesse qui veut se prouver sa force de volonté et s'affirmer à la face du monde est loin d'être inoffensive.

**B.R.** Au fond, ce qu'il faut combattre, c'est l'intransigeance et le dogmatisme qui poussent à la violence.

C'est moins la faiblesse que le ressentiment et la volonté de puissance qui sèment la tempête. Non plus l'exclusion, mais un vrai dialogue. Car nous ne nous connaissons pas encore.

C'est vrai que les immigrants connaissent mal l'histoire du Québec et certains aspects de la société québécoise. Mais les Québécois francophones peuvent-ils prétendre nous connaître? Au niveau du quartier comme dans les salles de cours et les officines gouvernementales. Il faut mieux nous comprendre, les uns et les autres, et il faut mieux étudier l'immigration elle-même.

**J.H.** *Oui et il faut faire vite: la montée du racisme, dans une ville comme Montréal, devrait donner l'alarme. Nous n'avons pas plus d'une dizaine d'années, à mon avis, pour apprendre à nous connaître et à nous reconnaître.*



### PROGRAMME COURT EN ÉTUDE DES PHÉNOMÈNES RELIGIEUX CONTEMPORAINS

Ce programme comprend seulement quatre cours:

- Religion et parapsychologie (offert à l'automne 1985)
- Nouveaux groupes spirituels (offert à l'automne 1985)
- Esotérisme (offert à l'hiver 1986)
- Spiritualités chrétiennes contemporaines (offert à l'hiver 1986)

Ce programme s'adresse aux enseignants, aux autres intervenants sociaux, aux parents et à toute personne pré-occupée par la multiplication actuelle des groupes religieux et des courants ésotéro-occultistes au Québec.

#### Conditions d'admission:

- Détenir un diplôme d'études collégiales ou l'équivalent OU
- Avoir 22 ans, une expérience pertinente et des connaissances appropriées.

On peut se procurer un formulaire d'admission en s'adressant au:

Service de l'admission  
Université du Québec à Montréal  
C. P. 8888, Succursale A  
Montréal (Québec) H3C 3P8  
Téléphone: (514) 282-3121

Pour tout autre renseignement, s'adresser au  
282-3630



Université du Québec à Montréal

# CULTURE ET RÉUSSITE ÉCONOMIQUE

par Julien Harvey

«Les humains ont besoin d'une théologie de l'économique»

John Kenneth Galbraith

Tout le monde sait ce que c'est que le bonheur. Et tout le monde le recherche. Et en même temps chacun de nous a vaguement l'idée que le contenu du bonheur *varie*. Varie profondément entre contemporains, à partir d'options de base différentes: à tel point que le bonheur de certains d'entre nous fait le malheur des autres. Varie moins profondément, mais tout de même sérieusement, d'une époque à l'autre: à tel point qu'une partie de notre image du bonheur nous est inconsciemment imposée par notre entourage.

Dans une réflexion sur la culture, c'est à cette deuxième forme de variation du bonheur que je veux surtout m'attacher, aux modèles de la réussite qui se sont succédé chez nous. Je me limite aux 50 dernières années, celles que je connais mieux pour les avoir vécues consciemment! Si j'ai raison, ceux et celles qui ont mon âge s'y reconnaîtront. Et ceux et celles qui sont plus jeunes pourront relativiser et critiquer plus utilement le bonheur qu'ils poursuivent.

## I- «Soyez inventeur ou exploitateur» (1933-1944)

En mai 1932, Roosevelt écrivait: «L'Amérique a présentement et de façon permanente besoin d'expérimentation audacieuse et tenace; elle le réclame présentement de façon insistante. C'est le gros bon sens que d'adopter une méthode et de l'essayer. Si on échoue, qu'on l'admette franchement et qu'on essaie autre chose. Mais d'abord et avant tout, qu'on invente quelque chose.» L'idée et l'attitude s'imposèrent. Ce fut la

victoire politique de Franklin Delano Roosevelt puis, en mars 1933, le New Deal, la «nouvelle donne».

On venait d'assister à une grande faillite du bonheur; en 1932, quelque 5 000 banques avaient sombré, anéantissant les économies de neuf millions de familles. L'agriculture et l'industrie lourde étaient paralysées au Canada et aux États-Unis, le syndicalisme demeurait lié à l'usine individuelle, sans pouvoir de négociation collective à travers des centrales fortes. Tout cela était d'autant plus tragique que les mesures de sécurité sociale, qu'il s'agisse de salaire minimum, d'assurance-chômage, de pensions dans les diverses situations d'incapacité au travail, étaient pratiquement inexistantes.

Le New Deal et ses répercussions canadiennes ranimèrent l'esprit de compétition, en particulier au niveau de l'investissement étranger des entrepreneurs américains. Le mot d'Adam Smith fait loi: «Ne cherchez pas à faire le bien; laissez-le se développer spontanément comme sous-produit de la lutte des égoïsmes individuels et de groupes». La seule limite est le début de contrôle gouvernemental sur les abus éventuels du capital et du travail organisé, contrôle bien faible lorsqu'il s'agit de filiales canadiennes ou québécoises.

Les médias de l'époque, bien modestes en comparaison des nôtres, valorisèrent très vite la nouvelle image du bonheur et de la réussite. Pour être une tête d'affiche, il vous faut être riche ou, du moins, en train de le devenir. La recette: travailler beaucoup et épargner constamment. Si vous n'avez pas un solide point de départ, familial surtout, il faut tout de même travailler et épargner, mais sans beaucoup de chances de réussir. Si votre famille est en moyens, associez votre fortune à un groupe fort, capable d'influence politique, surtout un groupe américain, mainte-

nant que s'affaiblissent nos liens avec la Grande-Bretagne. Investissez dans l'industrie manufacturière, proche des matières premières; les machines resteront longtemps encore le monopole des Américains. Si vous êtes très aventureux, jouez à la bourse, même si le krach vient tout juste d'amener bien des heureux au suicide.

Au Québec, la réussite de beaucoup, et même le bonheur de plusieurs, ont été sérieusement affectés par ce virage de l'économie nord-américaine. Mais nos sages, à l'époque, n'ont pas accepté facilement ce message. Croyants pour la plupart, ils sont souvent plus proches de l'Évangile qu'on ne serait porté à le croire. Ils savent que le Christ n'a pas été simpliste dans son message et qu'il y a place pour une pensée et une activité économiques dans la perspective du Royaume. Mais ils ont aussi appris que «les soucis du monde étouffent la Parole» (Mt 13,22) et que, dans la Somme théologique, saint Thomas d'Aquin traite de la propriété dans un article «Sur le vol et les voleurs» (II-II, q.66, a.2)! On n'a pas encore, à ce stade de notre histoire, séparé l'économique de l'éthique ni de la culture. Si la richesse et la propriété sont des valeurs humaines, on ne les identifie généralement pas à la réussite et on les place relativement loin dans l'échelle des sources du bonheur, après la foi, après l'amour et l'amitié, après la santé, après la famille, après le plaisir du travail artisanal bien fait.

Mais dans le contexte du krach et du New Deal, cette marginalisation heureuse, cette enclave de bonheur médiéval, a été vite menacée. Le changement naît du besoin de résister à ce qui est précisément la faiblesse éthique connaturelle au New Deal, l'exploitation, vécue ici sous le mode de la dépendance. «Construisez une meilleure souricière et le

monde entier foulera un sentier jusqu'à votre porte», disait alors un auteur américain. L'inventeur est bien un modèle de réussite, mais l'exploitant de l'invention dans ce système devient vite un exploiteur. C'est précisément l'exploitation et la blessure grave qu'elle a infligée au bonheur simple des Québécois qui modifient chez nous l'idée de la réussite et, pour certains, celle du bonheur. Il est particulièrement intéressant de relire le chanoine Groulx ou Esdras Minville dans ce contexte. Il nous a fallu nous défendre, comme collectivité, contre les abus du New Deal et, ce faisant, nous avons compris que nous ne pourrions plus continuer d'être un peuple pauvre. Et même l'image d'une réussite et d'un bonheur directement rattachés à la richesse est entrée dans notre culture, alors que cette image était jusque-là proscrite. Apparue tardivement par rapport aux États-Unis, dépourvue ici de base spirituelle, cette représentation de la réussite est demeurée, chez nous, déphasée, maladroite et même empêtrée dans des soucis éthiques que les compétiteurs américains avaient oubliés depuis longtemps.

---

## **II- «Soyez technocrate ou travailleur social» (1945-1983)**

---

Bretton Woods est une petite localité du New Hampshire, que l'histoire aurait bien pu négliger. C'est pourtant là, en juillet 1944, que l'idéal de la réussite a changé. En effet, 44 nations y ont accepté l'hégémonie financière mondiale des États-Unis, en accrochant leurs devises du dollar (l'once d'or à 35\$) et plus encore en acceptant la doctrine économique de John Maynard Keynes. L'essentiel est un facteur positif et indispensable de la prospérité économique. En découvrant qu'un pauvre à qui on fournit de l'argent devient un consommateur et donc un moteur de l'économie, Keynes justifiait les déficits budgétaires, le plein emploi et le partage, tout ce qu'on nomme aujourd'hui les transferts sociaux. Chez nous, l'influence du Rapport Beveridge entraînera l'application de ces principes dès le lendemain de la guerre.

Les conséquences pour notre idée

de la réussite seront énormes. D'abord, ne travaillez pas trop, recommandera bientôt John Kenneth Galbraith, un économiste ontarien devenu célèbre aux États-Unis, évitez de déborder les quotas. Dans ce nouveau contexte, un certain pourcentage de chômage planifié est même désirable, à condition qu'on évite de marginaliser complètement les chômeurs. Et surtout consommez, consommez beaucoup. Car en plus de faire votre petit bonheur quotidien, la consommation assure le bonheur des producteurs et plus encore celui des intermédiaires.

Si vous êtes du côté des plus forts, cherchez à renforcer l'influence gouvernementale dans l'entreprise, demandez des octrois de développement, des réductions d'impôts, des protections tarifaires. Si vous êtes plutôt un professionnel, devenez un technocrate, un expert, un bureaucrate, de toute façon un spécialiste de la répartition des biens, sans contact direct avec la production; à la limite, devenez un avocat, car il y aura dorénavant beaucoup de réclamations. Si, au contraire, vous êtes du côté des plus faibles, devenez un bénéficiaire.

Le système de redistribution de la richesse va se développer de façon incroyable pendant les trente prochaines années, plus encore au Canada qu'aux États-Unis, au point que vous aurez besoin de conseillers pour vous permettre de rejoindre les sources d'aide à travers ce labyrinthe. Surtout, il se développera une industrie du «bien-être social», dont profiteront les nouvelles classes moyennes; les salaires versés aux travailleurs de la santé, aux agents de service social, aux fonctionnaires représenteront une part de plus en plus importante des «programmes sociaux». D'autant plus que dans quelques années, sous Nixon, on découvrira l'indexation. Ajoutons que dorénavant vous pouvez négliger l'instruction. Car les économistes dominants, Samuelson et Galbraith les premiers, la considèrent comme un facteur de satisfaction personnelle et non pas comme un atout économique. D'ailleurs, les travailleurs seront remplacés de plus en plus par des machines.

Si vous êtes robuste ou original, vous pouvez vous engager dans la contre-culture, si vous êtes Américain, devenir un hippie, un écolo, un pacifiste. Si vous êtes Québécois, et peu séduit par la Californie, le Népal ou l'Albanie, vous pouvez vous enga-

ger dans la Révolution tranquille et dans le nationalisme. Tout cela n'ira pas très loin, mais cela vous permettra d'injecter un peu de solidarité et de générosité dans votre conception de la réussite et du bonheur, et de traverser sans trop d'angoisse une mutation profonde des anciennes valeurs. Surtout, cela vous permettra de ne pas être seul dans ce bouleversement.

Les Québécois et Québécoises sont entrés de plain pied dans cet État-providence. Le Rapport Beveridge britannique a donné de bons résultats chez nous, y compris dans ses dimensions humaines. La «compassion» keynésienne, sur laquelle on a beaucoup ironisé aux États-Unis, a tout de même été prise au sérieux ici. Mais elle a aussi suscité des formes peu stimulantes de réussite et de bonheur, en particulier le bonheur très relatif de tous les assistés sociaux qui seraient capables de travailler si on leur rendait possible le travail; le bonheur bien discutable aussi de tant de «promus de la Révolution tranquille» portés par la croissance démesurée des services gouvernementaux.

---

## **III- «Soyez investisseur ou bénévole» (1984- )**

---

Le bonheur et la réussite sont toujours menacés. En particulier, les abus d'une formule amènent la société à changer de paradigme. De façon sensible parfois, mais d'autres fois par des sauts brusques. Dans le cas présent, plusieurs observateurs considèrent que l'assassinat de John Kennedy en 1963 amena la crise.

Aux États-Unis, le changement a commencé quand la multiplication des Eurodollars a forcé Nixon, en août 1971, à abandonner les accords de Bretton Woods et à laisser flotter le dollar. Ce changement a été accéléré par l'explosion des coûts de l'énergie, à la suite de l'intervention de l'OPEP en 1973. On a soudain constaté que les États-Unis n'étaient plus les maîtres du monde sur le plan économique, mais seulement des partenaires puissants dans une économie devenue mondiale. On a constaté l'existence de la *limite*.

La première réaction a été de chan-

ger de prophète de la réussite. On est retourné, à travers ses disciples, à un économiste déjà disparu, Joseph Schumpeter (1883-1950), le grand maître de la croissance économique. Si pour Keynes le problème n'était pas d'agrandir la tarte mais de la partager, Schumpeter demande comment on peut découper une tarte qui se rapetisse. Pour le penseur de Harvard (et ses disciples, en particulier, Lester Thurow et Alfred Kahn), il est urgent de revenir à l'innovation, au risque, à l'encouragement du plus ingénieux et du plus fort. Sans cela, la production en grande série, trop massive, encombre le marché; les profits sont réduits et les investissements diminuent; les marchés se rétrécissent, les compétiteurs étrangers, appuyés sur une productivité meilleure et une force de travail sans défense, supplantent les producteurs d'ici. À ce moment, la redistribution sociale devient trop coûteuse pour être réalisable, surtout s'il faut couper les emplois des classes moyennes. L'heure est à la relance économique, à la croissance, à la compétition ouverte, au marché libre, à la déréglementation.

Il faut en même temps accepter les autres lois de la jungle, en particulier ce que Schumpeter appelle la «destruction créatrice»; l'État doit supporter l'innovation couronnée de succès et se résoudre à laisser mourir les «canards boiteux». Schumpeter se méfie de la compassion, mais il reconnaît que la justice sociale sert à la croissance économique, surtout au niveau des droits humains individuels. Aller plus loin ramènerait les faiblesses qui ont causé la faillite de la *Great Society*: la baisse de la productivité, le manque d'innovation et de risque, la tolérance de l'incompétence et la satisfaction dans le minimum.

D'où la nouvelle formule de réussite. Si vous êtes du côté des forts, misez sur le risque, devenez un investisseur, car ce sera dorénavant la forme de richesse la moins taxée, par rapport aux formes d'activité moins productives (assurances, rentes, objets de collection, etc.). Il ne s'agit donc pas d'investir n'importe où.

En 1979, David Birch, du Massachusetts Institute of Technology, a démontré que les deux tiers des emplois nouveaux aux États-Unis dans les dix années précédentes ont été créés par la petite et moyenne entreprise, et que 89% de ces nouveaux emplois se trouvent dans les communications et services, contre seule-

ment 11% dans la production de biens de consommation. Cherchez à vous rapprocher de la haute technologie, spécialement de l'informatique, devenez entrepreneur. Et si vous voulez un tuyau en passant, investissez aussi dans la rénovation des infrastructures car, après deux générations de vie industrialisée, les services de base sont très démodés et détériorés, depuis les égouts jusqu'aux téléphones. Entre-temps, et si possible sans coûts élevés, protégez l'écologie!

Si vous avez une certaine mobilité, installez-vous dans un «archipel d'information», qui doit comprendre: 1) la proximité d'un bon collègue et d'une université, forts en technique et collaborant avec les industries des environs; 2) l'accès à des sources d'énergie fiables et peu coûteuses; 3) une préparation solide et souple, surtout en mathématiques et informatique, de façon à vous adapter à des évolutions rapides du travail, n'exigeant même plus de syndicalisation; 4) la présence d'un nombre suffisant d'innovateurs industriels, car on sait maintenant que les innovations et découvertes se produisent en «grappes»; 5) la garantie d'une bonne qualité de la vie bourgeoise dans votre entourage, de façon à attirer vos semblables.

Si vous êtes du côté des moins forts, la formule de la réussite et du bonheur est radicalement changée pour vous aussi, sans que vous vous en soyez rendu compte. D'abord attendez-vous à ce que l'aide sociale soit de plus en plus sélective. D'abord parce que les abus des intermédiaires ont dépassé les bornes de ce que les citoyens en général sont disposés à payer. Le sénateur américain Gary Hart a cette bonne parole à leur sujet: «Si vous voulez que le gouvernement cesse d'être à vos trousses, commencez par enlever vos mains de dans ses poches». Attendez-vous aussi à ce que les effectifs de spécialistes au service de l'État diminuent fortement, amenant un gouvernement sans intermédiaires entre les élus et vous. Si vous êtes syndiqué, attendez-vous à une plus forte résistance à vos exigences; en particulier, deux innovations sont à l'horizon: la prime à l'excellence, surtout en éducation, et l'indice de productivité dans l'industrie. La concertation est devenue très à la mode, devant la menace de la productivité étrangère; il faudra sans doute en venir à un équilibre entre concertation et confrontation, si on veut éviter que

la concertation tourne au profit des plus forts.

Plus important encore, surtout si vous êtes du côté plus faible, c'est que la forme première de l'aide sociale de demain est l'instruction. Avec l'école de Schumpeter, vous êtes devenu du «capital humain», une source d'énergie douce, renouvelable, peu polluante. Le droit au recyclage ouvrier deviendra sous peu un droit fondamental du citoyen et de la citoyenne. Ceci vaut particulièrement pour la moitié féminine de la société, suggérant à la promotion féministe de ne plus compter sur les moyens de l'époque précédente mais sur la rémunération égale pour une compétence et une productivité égales. Si vous êtes des parents, investissez d'abord dans l'instruction, surtout du côté de la technique supérieure.

---

### Comment vivre dans ce nouveau monde ?

---

Ma première constatation au terme de cette recherche sur l'évolution de l'image culturelle et économique de la réussite et du bonheur est que, depuis environ 1978 aux États-Unis, depuis la dernière année du régime Trudeau au Canada, depuis la remise en question du PQ au Québec, un nouveau monde se met en place autour de nous. Devant cette mutation, qui est le retour du libéralisme sous une forme nouvelle, quatre réactions s'offrent, mais elles ne sont pas d'égale valeur. 1) Continuer de suivre le statu quo sans réflexion, se laisser porter par le marché; 2) faire comme si la société de compassion et l'État-providence étaient toujours en place; 3) s'ajuster de façon critique au néo-libéralisme, à la lumière de l'Évangile, tout comme on a pu le faire dans les phases précédentes; 4) opter pour une nouvelle contre-culture, aussi détachée que possible de l'économique, à l'image des contre-cultures précédentes et de la société québécoise d'avant le New Deal.

À mon avis, la première solution est plus inacceptable maintenant qu'au temps de l'État-providence, le néo-libéralisme étant beaucoup plus soumis aux lois brutales de la nature que la société de partage; malheureusement, cette idéologie dominante ris-

que beaucoup d'être suivie sans discernement et sans analyse sociale sérieuse<sup>1</sup>.

La deuxième solution sera malheureusement battue en brèche par tous ceux qui souhaitent depuis longtemps la fin de l'État-providence pour revenir à la survie du plus fort. Et ce sera dommage, car la redistribution et la compassion sont des valeurs humaines et évangéliques indéniables. Lord Beveridge, qui était un chrétien sérieux, l'a souvent répété. Mais un autre danger menace ceux qui, au contraire, ont bâti leur échelle de valeurs de façon communautaire et fraternelle: c'est le danger d'orienter les plus faibles vers des sources d'aide qui n'existeront plus.

La troisième attitude, celle d'une entrée critique dans l'image néo-libérale de la réussite, me semble la plus valable. Elle recommande à la fois la justice sociale et la compassion pour tous et toutes. Cela signifie: rendre concrètement possible le recyclage permanent des travailleurs, améliorer la qualité de l'enseignement et mieux préparer les jeunes aux besoins de l'avenir, contenir les appétits des professionnels de l'aide sociale pour qu'elle demeure accessible à tous les défavorisés même si elle cesse d'être universelle, promouvoir un équilibre vivable entre la confrontation et la concertation dans le monde du travail, construire des archipels d'information qui ne soient pas des îlots d'égoïsme collectif, développer une culture qui amène un dépassement chez l'*homo oeconomicus* de l'ère des robots, entretenir des noyaux de communauté dans un monde où le retour de l'«esprit de la frontière» risque de privilégier un individualisme rugueux et sans cœur.

Un point mérite une attention particulière: le retour du bénévolat. On comprend qu'il redevienne populaire dans une société qui tente de se débarrasser le plus vite possible des responsabilités devenues par sa faute trop coûteuses. Les besoins sont là, qu'il s'agisse des personnes âgées, des handicapés mentaux, des enfants sans famille stable. Le bénévolat a de profondes racines chez nous et on observe aujourd'hui un regain de vitalité de cette solidarité traditionnelle, surtout à l'extérieur de Montréal. Mais il ne faudrait pas, justement en ce domaine, oublier notre expérience collective. Les anciennes structures de bénévolat ne sont plus là, les ressources financières qui les soutenaient ne sont plus assurées; prenons garde de répéter les erreurs

de la société ancienne, soit de pratiquer une compassion sans efficacité après l'épuisement des ressources.

Reste la quatrième solution, celle d'une nouvelle contre-culture. Elle existe au Québec, surtout depuis la Révolution tranquille. Et elle se nourrit d'un souvenir de liberté et d'un rapport à la nature qui remontent au delà de la société industrielle. Il serait dommage qu'elle ne puisse survivre à la renaissance du libéralisme économique. Car si la solution précédente peut assurer la conservation de ce qu'il y a de meilleur dans l'État-providence, le témoignage de personnes et plus encore de groupes détachés de la réussite économique est très important. Surtout si ce témoignage est celui de gens heureux!

Lincoln avait raison de dire qu'il y a peu de choses qui soient entièrement mauvaises ou entièrement bon-

nes. Presque tout, y compris les choix des gouvernements, est un mélange indissociable des deux, si bien que notre bon jugement sur la prédominance de l'un ou l'autre est toujours requis». Mais il aurait dû ajouter que les options des divers groupes qui composent la société ne sont pas indépendantes les unes des autres. Comme humain et comme croyant, on peut évaluer diversement la doctrine et la pratique de l'économie néo-libérale qui gagne du terrain chez nous et autour de nous; mais autant il serait naïf de nier ce virage ou de prétendre le condamner en bloc, autant il serait irresponsable de s'abandonner passivement au mouvement de retour du balancier sans préserver la compassion, le souci de l'égalité des chances, le sens d'un devoir collectif de justice, qui ont inspiré ici l'État-providence et la Révolution tranquille.



1. Si on veut mesurer les conséquences d'un changement de formule de la réussite économique sur le bonheur et le malheur humain, il faut consulter le livre de John Palmer et Isabél V. Sawhill, *The Reagan Record: An Assessment of America's Changing Domestic Priorities*, Cambridge, Mass., 1984. Ces deux experts de l'Urban Institute de Washington démontrent que le revenu familial moyen a augmenté de 3,5% aux USA, compte tenu de l'inflation, entre 1980 et 1984, pour atteindre 21 038\$. Mais si on examine la répartition sociale de cette augmentation, on constate que le quintile (20% de la po-

pulation) le plus aisé a augmenté son revenu de 8,7%, que le quintile central l'a également augmenté de 1%, mais que le quintile plus pauvre a perdu 7,6% de revenu. On peut bien parler de neutralité de l'économie, du retour inoffensif d'un libéralisme moins barbare, mais à condition de ne pas voir les dommages humains réels. Si on désire une analyse également soignée, mais d'origine française et sympathique aux décisions du président Reagan sur le plan économique, on lira Jean-Jacques Chaban-Delmas et Jean-François Pons, *La protection sociale aux États-Unis*, Paris, 1983.

## EFFE AIME...

par Richard Dubois

Ils avaient chacun leurs prétentions.

Lui d'être supérieur.

Elle d'être «plus égale».

Ils s'aimaient bien, mais le pugilat et les empoignades verbales constituaient le plus clair de leurs activités.

On le devine: lui s'appelait M. Elle s'appelait F.

M et F, F et M, dans tous les sens, à l'envers et à l'endroit, et le soir au crépuscule... Bon.

M lisait peu, 61% de ses pareils ne lisant pas, ou rarement, contre 38% des «autres»<sup>1</sup>.

«Peuf»... émettait-il alors, dans ses

jours de gloire.

F souriait d'aise: 20% de ses congénères lisent très souvent des périodiques, contre 15% des «autres», — et elle laissa échapper un vicieux petit «ha-han» sur le ton de «choubine» — mais comme elle ne lit jamais les journaux dans une proportion de 29%, contre 20% pour les M et que lui batifole en solitaire dans les BD

1. Statistiques tirées principalement de *Statistiques culturelles du Québec, 1971-1982*, Institut québécois de recherches sur la culture, 1984.

dans une proportion de 51% contre 31% pour les F, il y eut ce jour-là, il faut bien le dire, comme tous les jours avant le crépuscule, de bruyants et fréquents échanges de «peuf...», de «ha-han» et de «chou-bine».

Mais ils s'aimaient bien, elle s'intéressant plutôt aux livres pratiques et aux périodiques traitant de la personne et de la famille (51%), lui s'adonnant de préférence («et bien sûr!») aux ouvrages scientifiques ainsi qu'à une plus grande variété de périodiques — «peuf!» et «han!» Étrangement, elle s'intéresse beaucoup plus que lui aux magazines d'actualité (37% contre 24%).

Bricolage, artisanat et cuisine les rapprochent au niveau des ouvrages spécialisés (54% de F, 65% de M).

Morale provisoire: tondeuses et laveuses, même combat!

Tous sexes confondus (rapprochons, rapprochons...) sept lecteurs assidus sur dix lisent des romans, puis des biographies et des livres

d'histoire (65%), des ouvrages scientifiques et techniques (64%), et des livres pratiques (60%).

Vont-ils enfin faire la paix? Non: les F lisent plus de romans (76% vs 62%), plus d'essais et d'ouvrages classiques (37% vs 33%), plus de biographies (69% vs 60%) et moins d'ouvrages scientifiques (61% vs 68%).

Un petit voyage les rapprocha, tout en leur laissant une juste inquiétude: au Canada, les petits Newfie et eux-mêmes constituaient les plus petits lecteurs de leur vaste pays...

«Bof», se dirent-ils, d'un commun accord.

Et puis ils se dirent qu'ils aimaient tant de choses en commun: la santé (M: 96%; F: 98%), l'amour (M: 95%; F: 97%), le plaisir (M: 61%; F: 62%), la beauté (M: 52%; F: 56%).

Car Dieu les avait faits Mâle et Femelle, M et F, F et M, F-M, à l'envers et à l'endroit, assistant depuis lors, en tant que Grand Voyeur, aux modulations de leurs fréquences...

blic, hélas, en a retenu, c'est uniquement l'épiphénomène, aberrant, parallèle, des films débiles, à la saucetomate, courus par des spectateurs en quête d'émotions fortes, mais qui n'avaient en général jamais foulé le solennel *tatami* que les adeptes du Budo vénèrent d'un respect tout religieux. Cet engouement verra aussi fleurir une variété douteuse de pseudo-disciplines exotiques, de thérapies-miracles, de gurus, de danseurs-psychologues, que sais-je encore. Beaucoup de certificats pour le bonheur ont été délivrés qui ne seront pas honorés, le «maître» s'étant esquivé en douce: faillite frauduleuse.

Ceci dit, si j'en parle ici, au risque du je, c'est pour affirmer que ces rites initiatiques ne sont pas toujours un commerce d'illusions ou de demi-superstitions. Je me suis moi-même plié — conversion tardive, donc bien lucide — à une véritable ascèse qui m'a permis d'accéder un peu, et de goûter, à ce que je n'ai pas peur de nommer une nouvelle spiritualité. Je dis «nouvelle» pour moi, car d'autres civilisations avaient déjà tenté d'intégrer ainsi le corps dans la recherche d'un véritable équilibre spirituel. Et voilà! Le sacrilège est consommé. Je suis conscient d'avoir là attiré les foudres, ou tout au moins le scandale. «Cette jeunesse idolâtre son corps... C'est le retour de Narcisse... Religion païenne, dont la seule sociabilité est la médiation du marchand — de la carte VISA — plus encore que du guru»...

Peut-être. Mais, sans nier les excès, sans non plus prêcher un nouvel évangile, j'affirme seulement que notre culture s'est enrichie à découvrir le corps. Chacun, chacune peut essayer d'être Icare ou Nijinski. Le sport n'est plus réservé aux dieux du stade. Démocratisation de l'esthétique. Avec ou sans le jargon de l'orientaliste, tout le monde peut pratiquer cet art libérateur du Zen: silence des mots qui permet de retrouver ou de créer l'esprit, à fleur de muscle, au bout d'un pied, d'une main, d'une forme, d'un effort. Corps dénoué ou tendu, mais maîtrisé. Apprivoisement des pulsions.

Il ne m'a jamais été donné de tant lire chez les autres, de les trouver aussi transparents, que dans la gestuelle du combat.

Épilogue — Mon genou ayant flanché, je ne puis plus courir. Le temps ne me permet plus de faire du karaté. Mais, jamais plus, je ne laisserai de côté mon corps.

## LA CULTURE... PHYSIQUE

par Karl Lévêque

Il y a une quinzaine d'années, j'avais contracté une étrange maladie — une mauvaise fréquentation, sans doute — qui s'appelle le jogging. Tôt levé, sur «la montagne», tous les matins, hiver-été, j'allais courir. Pour ascétique que cela puisse paraître, c'était là pour moi un moment intense de jouissance. Du corps. De l'esprit. Dans le recueillement de ce temple à ciel ouvert surplombant une ville encore endormie, tous les jours, durant treize ans, j'ai accompli ce rite matutinal de réconciliation. Avec mon corps. Avec la nature — la nature si splendidement préservée sur le Mont Royal.

Quand j'ai commencé à courir, c'était dans les années '70 ou '71. Les chemins sur la montagne étaient quasi déserts. À ces mystérieux rendez-vous de l'aube, nous étions à peine quatre ou cinq personnes. Suivant l'horaire adopté, je pouvais croiser tantôt l'un, tantôt l'autre, et le cas échéant, échanger quelques mots. Surprise, tous ou presque, nous étions en quelque sorte des étrangers. En tout cas, en majorité, des non francophones. Quelques années

plus tard, ces mêmes chemins, aux mêmes heures indues, étaient battus par des troupes entières de coureurs, solitaires ou non. La montagne avait été envahie par des théories trotti-nantes de jeunes... et de moins jeunes. Le Québec s'était mis à la participation-action.

La mode? Bien sûr que les marques d'espadrilles de plus en plus sophistiquées, de survêtements, de «shorts», et les gadgets superspécialisés ont proliféré. Les magasins d'équipement de sport... ainsi que les médecins ont certainement profité de ce boom. Mais je pense qu'il ne faudrait pas réduire le phénomène à sa dimension mercantile évidente.

Si mon péché n'était déjà assez public, j'aurais peut-être honte à confesser aussi avoir pratiqué, assidûment, religieusement, un art martial: le karaté. Là aussi, je tiens beaucoup à préciser que j'ai commencé avant que la mode n'arrive. Mais elle est venue: la clientèle des dojos, pendant plusieurs années, a rassemblé, pour le rituel un peu féodal de ces sports venus d'Orient, une foule innombrable, de tous âges. Ce que le grand pu-

# TOUTE UNE CULTURE EN CLIPS?

par Yves Lever

Multiplicité de canaux, câble, écrans larges, magnétoscopes domestiques, caméras légères informatisées, clubs vidéo, vidéo-clips: tout cela proclame la victoire incontestée de la télévision sur tous ses concurrents. Enfin, voici le jour où chacun peut, non seulement fabriquer ses propres émissions, mais, à sa guise, composer son propre horaire à partir des programmes offerts, se faire des «réserves» pour les nuits d'insomnies, revenir sur les meilleurs moments comme on relit la page agréable ou mal comprise, supprimer les insignifiances, etc.!

Cette révolution du format et de la technique s'accompagne aussi d'une mutation profonde du contenu. Traditionnellement, et cela demeure encore pour une bonne part, la télé n'cfrait guère mieux que de la radio imagée et, au mieux, du cinéma mutilé. La technologie nouvelle (avec ordinateur) permet de créer un langage nouveau, proprement télévisuel: le *vidéo-clip* en illustre la plus éclatante démonstration, mais l'esprit en a déjà pénétré l'ensemble de la publicité et une bonne partie du reste des émissions, même des plus sérieuses.

La technique de base de la «vidéo-clipatisation»? La quantité de stimuli: nombre et brièveté des images, fugacité, effets spéciaux (écran divisé, fumée, accélérés, zooms, jeux de lumière, éclairs, fondus, etc.), punchs visuels et sonores, ellipses, reprises, etc. C'est le triomphe de l'anecdotique, du rutilant, du gratuit, du primaire, de l'éphémère, de l'instantanéité. Et, à un autre niveau, de la dispersion, de la pensée morcelée, du flash, du superficiel, de la largeur plutôt que de la profondeur. C'est la «culture mosaïque» annoncée depuis deux décennies par Marshall McLuhan et Abraham Moles.

Victoire de l'un, défaite de l'autre: le cinéma entre déjà en agonie pour certains; pour d'autres simplement en phase de mutation (fermetures de salles, concurrence des clubs vidéos, redéfinition des scénarios et du

traitement en fonction du petit écran, standardisation du produit). Déjà, les grands succès qui maintiennent l'industrie en vie (les *Star Wars* et *Indiana Jones*, *Amadeus*, *Les uns et les autres*) ne sont rien d'autre que des vidéo-clips mis bout à bout avec du remplissage entre chacun.

Même le théâtre n'y échappe pas: qu'est-ce que cette mode de l'«impro», sinon une transposition du vidéo-clip? Son succès auprès des jeunes ne s'explique-t-il pas par le fait que les «pièces» ne dépassent pas deux ou trois minutes?

Qu'advient-il demain de ces «longues» pièces de théâtre et de ces «longs» métrages de Rohmer, Resnais, Forman, Woody Allen, Tavernier, Wajda, etc., qui cherchent la profondeur plutôt que le clinquant? Qu'advient-il de ce cinéma de la nuance, non seulement dans les couleurs sur l'écran, mais dans le raisonnement? Du raffinement dans l'exposition des sentiments? De la qualité plutôt que de la virulence des émotions? De l'intelligence et de la continuité dans la progression d'une intrigue? De cet art subtil de créer du sens avec des silences ou avec le plus banal objet?

Perdra-t-on à tout jamais cette ambiance des salles (immobilité, direction unique du regard, silence, obscurité) si propice à la réception d'oeuvres élaborées et complexes?

Je n'aime pas beaucoup l'idée de la «vidéo-clipatisation» de la pensée et de la culture. J'ai peur qu'aux trop courtes pièces correspondent les trop courtes idées.

## L'IMPRO

par Raymond Bertin

Qu'y a-t-il d'important à dire sur l'improvisation en spectacle? Que le phénomène se répand de plus en plus? Qu'il réussit à toucher des gens qui autrement n'auraient aucun contact avec le théâtre? Que l'envoûtement pour ce «sport théâtral» est général? On le sait: les mini-ligues (régionales, universitaires, collégiales, de loisir) se multiplient. La LNI (Ligue nationale d'improvisation), pour sa part, aura huit ans en octobre prochain. Son équipe des Bleus a remporté en mai le premier championnat de la Coupe du Monde d'impro, auquel participaient des équipes belge, suisse et françaises. L'an prochain, c'est à Paris qu'aura lieu la deuxième édition de ce tournoi. Ainsi donc, ce jeu bien de chez nous, parodie de notre cher hockey national, se propage à présent outre-Atlantique, après avoir littéralement «contaminé» le Québec. Faut-il crier: «Bravo!»?

Je n'ai personnellement jamais assisté à un match de la LNI. Ça ne m'a jamais intéressé. J'ai vu cependant quelques parties disputées par des amateurs, dans des bars. J'ai vu aussi, un soir d'il y a deux ou trois ans,

une présentation de La Kermesse, un jeu d'improvisation non compétitif, par des professionnels. Quelles déceptions! Autant chez les gens de métier que chez ceux qui montaient sur scène pour la première fois, les impros étaient farcies de clichés, sans finesse: on y laissait libre cours à des idées et à des valeurs qu'ailleurs on aurait qualifiées de réactionnaires et discriminatoires: sexistes, homophobes, racistes, tout cela servi par un humour des plus primaires!

Récemment, j'ai fait un effort: j'ai écouté à Radio-Québec la finale de cette Coupe du Monde, qui opposait aux nôtres un groupe d'acteurs et d'actrices de France. Prêt à remettre en question mon jugement sévère, désireux aussi de me mettre à jour. Les acteurs et surtout les actrices sont sympathiques, on se sent solidaire avec eux et elles. Quelques improvisations, une ou deux, recelaient de beaux moments de théâtre: c'est trop peu. On est continuellement frustré, en tant que spectateur, par les contraintes de temps et les thèmes imposés, par l'arbitrage, les pénalités. Ce sont les règles du jeu bien

sûr. Des règles qui, à mon sens, res-  
treignent le jeu, ne permettent pas  
aux comédiens d'approfondir, de dé-  
velopper des situations et des per-  
sonnages signifiants.

C'est tout le problème de l'impro en  
spectacle qui se pose. Car il faut bien  
le dire: avant d'être un sport et un  
show, l'improvisation a été (et est en-  
core pour plusieurs artisans du théâ-  
tre) une méthode de recherche, un  
processus de création. C'est-à-dire  
un outil qui permet de rassembler des  
données, scènes et personnages,  
parfois des trouvailles scéniques,  
tout un matériel qui pourra servir en-  
suite à l'écriture d'un texte, à la con-  
ception d'une mise en scène, à la  
production d'un spectacle. C'est, en-  
tre autres, un procédé courant en  
création collective. On improvise des  
heures et des heures, par exemple,  
devant un «œil extérieur», une per-  
sonne qui a pour tâche d'observer et  
de noter les éléments intéressants.  
Ou parfois, quand c'est possible, on  
se sert d'un magnétophone pour tout  
conserver; ensuite, on fait le tri et on  
retravaille la matière première. Ainsi,  
quelques 200 heures d'improvisation  
pourront donner naissance à un  
spectacle d'une heure ou deux.

Mais la base de ce travail est la  
complicité des partenaires et l'écoute  
attentive à toutes les propositions de  
jeu. Cela semble impossible à l'inté-  
rieur de cadres comme ceux de la  
LNI. La compétition tue la créativité:  
le super-objectif étant de compter  
des points pour son équipe, on ne  
joue plus «avec», mais bien «contre»  
les membres de l'équipe adverse.  
Sans compter que tout est axé sur le  
rire, le rire à tout prix: c'est, paraît-il,  
ce que le public attend. Sommes-  
nous en train d'habituer le public à la  
facilité? Ou le public a-t-il simple-  
ment le théâtre qu'il mérite? C'est  
comme le vieux débat de la poule et  
de l'oeuf.

Je n'ai pas l'esprit de compétition.  
J'aime le théâtre. J'aime le théâtre  
bien fait: pensé, réfléchi, profond, si-  
gnifiant. J'apprécie une bonne pièce,  
un bon show, comme un bon vin:  
après une période de mûrissement,  
ça a plus d'effet! En outre, j'ai une  
préférence marquée pour la tragédie  
ou en tout cas pour un théâtre qui fait  
place à des émotions intenses, qui  
bouleverse et choque et questionne  
la trop grande évidence de la réalité  
qui m'entoure. Je compte le rire parmi  
les émotions les plus nobles, mais  
j'en ai parfois assez du comique débi-  
le et du rire épais bien québécois.  
Que pourrais-je ajouter?

## PUBLIC - CIBLE

CE QUI EST DUR POUR LES JEUNES C'EST  
D'ÊTRE SOLLICITÉS DE TOUTES PARTS PAR LA  
PUBLICITÉ; MOTOS, SYSTÈMES DE SON, VOYAGES,  
ORDINATEURS... ET DE NE PAS AVOIR D'ARGENT POUR  
ACHETER...



TIENS ON VA SE CHANGER  
LES IDÉES CE SOIR, J'AI  
ACHETÉ LE DERNIER CROC  
PIS LE DISQUE DE DING ET  
DONG



BONNE IDÉE... MAIS...  
... T'AS PAYÉ ÇA COMBIEN?



# ART ET SACRÉ

par Michel M. Campbell

D'abord, on ne peut que constater la mort de l'art sacré traditionnel. Ceux qui nourrissent leur foi aux splendeurs du gothique, à la naïve incarnation des primitifs italiens ou flamands, au faste du baroque, sont voués au musée; littérature ou cinéma ne produisent plus de témoins comme Greene, Mauriac ou Bergman. La culture actuelle n'utilise plus la symbolique chrétienne comme référence. La fin de la chrétienté comme réalité sociologique a tari les commandes.

Les chrétiens actuels n'appellent pas la production artistique. La droite et ses fortes assises institutionnelles qui se crispent dans le moralisme et le dogmatisme menacent par sa volonté de censure. Vatican II a été iconoclaste. La gauche, prise souvent dans son propre moralisme sociopolitique, se méfie de l'esthétisme. Églises surmoïques qui ont peur de l'artiste et le refoulent. Église éclatée qui ne sait plus se donner un imaginaire commun, après plus d'un millénaire de leadership dans ce domaine en Occident.

Les écoles d'art actuelles se sont souvent amorcées malgré l'Église (ex.: le Refus Global) et répugnent aux catégories religieuses institutionnelles. Quels artistes chrétiens d'aujourd'hui peuvent se vanter d'être parvenus à une même crédibilité chez leurs collègues et dans leur communauté chrétienne? Cette tâche apparaît impossible.

Est-ce la fin de la problématique de l'art et du sacré? Peut-être pas pour ceux qui acceptent de renoncer au pouvoir et à la volonté de soumettre l'art au contrôle ecclésiastique. La transhumance des artistes hors de l'aire sacrée les dégagent du conformisme, de l'apologie et de la propagande. L'art se banalise et retrouve peut-être là une de ses fonctions anthropologiques essentielles. Celle d'être une production onirique où paradoxalement la culture, dans un mélange de fuite et de lucidité, exprime à la fois le mal et le désir de vivre.

Dans une telle perspective, le croyant n'est plus celui qui possède

ou gère les canons de l'esthétique; mais, dans la tradition la plus fondamentale du religieux, un herméneute qui cherche à instaurer un dialogue (plus précisément un «interdire») entre la souffrance et la joie évoquées par l'artiste d'aujourd'hui et cette autre parole de scandale et d'espérance (le kérygme) qui est venue jusqu'à nous souvent par d'autres artistes.

À ce moment-là, on ne voit plus des œuvres comme «*Les Fées ont soif*»

(D. Boucher) ou le «*Je vous salue Marie*» (J.L. Godard) comme des attaques ou des sacrilèges. On accepte que de plus en plus d'artistes utilisent les symboles chrétiens comme on a utilisé les éléments de la mythologie des autres religions. C'est là l'héritage commun de l'humanité et nous n'avons pas de droits de propriété exclusive sur ces images ou sur ces thèmes. On les verra comme des manières parfois provocantes (n'est-ce pas là un des trucs de l'art vivant?) de poser les problèmes humains de fond: sur les rapports hommes-femmes, sur la tendresse, sur le terrible et beau risque de vivre autonome avec les autres... Ce qui peut être un bon point de départ pour réapprendre ensemble le premier commandement de l'Amour.

# LA PEUR DU VIDE

par Guy Paiement

C'était au début du colloque sur la paix, à Moncton, en mai dernier. Fernand devait nous donner le mot de bienvenue. Il commença par nous parler de son fils de six ans: «Mon fils m'a dit, ce matin, de nous forcer durant le congrès. Car il est sûr que nous pouvons arrêter la guerre nucléaire. Mais il a précisé que nous devons nous dépêcher!» C'était rappeler avec humour à tous les participants un fait qui s'impose: les enfants de cette génération perçoivent les dangers de la guerre nucléaire beaucoup plus tôt que nous le croyons. La destruction possible de notre planète fait partie de leur univers mental. Elle marque, déjà, leur sensibilité et leur perception de l'avenir.

Aussi plusieurs commencent-ils à s'intéresser à ce phénomène. Ils notent que les enfants d'aujourd'hui commencent, très tôt, à douter du désir des adultes de faire quelque chose pour changer le cours de l'avenir menacé. Cette perception entame alors leur confiance dans leurs parents et les autres adultes. Sur le plan de leur croissance personnelle, ils se mettent à douter de l'avenir. Ils auront beaucoup de difficulté à dépasser le court terme. Le plaisir devra être instantané. Comme avec l'appareil vidéo. Il ne saurait être remis à plus tard. Dans l'ordre des rapports

humains, comment pourront-ils s'engager envers d'autres personnes et cela pour longtemps? Auront-ils seulement le goût d'avoir des enfants?

Heureusement, les mêmes études ouvrent des pistes encourageantes. L'anecdote du début les confirme: les enfants dont les parents sont engagés dans un mouvement pour la paix ou pour la justice puisent dans cette pratique une confiance personnelle et un signe d'espoir. Même s'ils savent que leurs parents n'ont pas toutes les solutions, ils trouvent dans l'effort déployé par ces derniers de quoi nourrir leur ouverture face à l'avenir. Je cite une autre anecdote, fournie, celle-là, par Susan Goldberg et Molly Barker: dans une classe de deuxième année, une professeure demande à ses élèves s'ils croient que la guerre nucléaire va éclater. Une forêt de mains se dresse pour dire oui. Mais il y a une exception. Un jeune garçon. La professeure lui demande alors pourquoi il n'a pas le même avis que les autres. «Il n'y aura pas de guerre nucléaire», répond avec aplomb l'enfant. «Je le sais, car mon père va à beaucoup de réunions pour l'empêcher!»

Devant la peur de la catastrophe finale, l'espérance devient aussi concrète que le pain partagé.

# NOUS AVONS LU

## LA SOLUTION LIBÉRALE

Guy SORMAN, *La solution libérale*, Paris, Fayard, 1984, 285 p.

L'an dernier, il m'est arrivé de recenser pour la revue (*Relations*, janv.-févr. 1984, p. 35) un livre d'un très célèbre futurologue, *Les cartes du futur*, de Alvin Toffler. J'en faisais des éloges, mais je les accompagnais de réserves, surtout lorsque Toffler utilise de minuscules réalisations comme précurseurs de mouvements majeurs («Megatrends»). En commençant la recension du dernier livre de Sorman, un journaliste professeur d'économie à l'Institut d'études politiques de Paris, je tiens à dire que ces réserves ne tiennent pas ici: ce qui fait l'importance de ce livre, c'est qu'il est moins du côté de l'intelligence et de l'extrapolation que de la volonté et du projet. Se basant sur une centaine d'interviews de spécialistes de l'économie et des affaires, au cours d'un voyage ultra-rapide autour du monde, Sorman nous montre comment, dans les faits, la période de social-étatisme, qui a dominé l'économie occidentale depuis 1945, est à se terminer, surtout depuis 1980. Cela signifie la fin de l'État-providence, de l'âge des déficits gouvernementaux monstrueux, de la taxation élevée et progressive, de la démocratisation de l'enseignement, du nivellement ouvrier par le syndicalisme, du haut niveau de chômage.

C'est que la théorie économique de Keynes, et son application de type Beveridge (ou Marsh pour le Canada), a fait son temps, à la fois parce que beaucoup trop de gens ont abusé de la redistribution sociale des biens et parce que les États n'ont plus les moyens financiers requis. On est passé de l'ère où la compassion était perçue comme un placement ou un investissement, à une ère où règnent de nouveau Schumpeter et Hayek, une ère où la lutte des égoïsmes, individuels et de groupes, assurera, nous dit-on, à la fois une meilleure croissance économique et un plus juste partage. En d'autres termes, nous sommes revenus et allons de plus en plus revenir au libéralisme, c'est-à-dire à une vénération pratiquement sans nuances du marché et de sa liberté. Cela signifie qu'on dit de nouveau que le monde obéit

à des lois que nous ne connaissons pas, ou que nous faisons semblant d'ignorer pour assouvir divers intérêts, et que par conséquent nos actes sont meilleurs, pour diriger ce monde, que nos idées. Hayek disait que l'ordre spontané (*cosmos*) est toujours meilleur que les ordres imposés du dehors (*taxis*), si bien que le keynésianisme doit être rangé, avec le marxisme, parmi les pires manifestations de l'orgueil humain.

Ceci dit, Sorman nous rappelle que le libéralisme qui est à renaitre est un «néo-libéralisme», c'est-à-dire qu'il s'appuie sur trois principes de l'ancien libéralisme, mais avec des corrections: supériorité de l'ordre du marché libre sur toutes les réglementations, réduction au minimum de l'intervention gouvernementale et légale, remplacement du devoir de redistribution par le devoir de solidarité: tout cela est classique, mais on ajoute le devoir de concertation entre le capital et le travail, et un appui social à l'initiative bénévole de charité privée. On ajoute aussi que l'arrivée au pouvoir de partis conservateurs (Thatcher, Reagan, Mulroney) est en réalité une manifestation du retour du libéralisme, qui ne tardera pas à dire plus clairement son nom.

Ceci dit, vous aimerez parcourir l'étonnant inventaire des réalisations néo-libérales: déréglementation internationale, taxation fixe de 16%, taxation des dépenses et non plus du revenu, retour aux banques privées, élimination de

l'universalité dans tous les services sociaux, incitation sévère au travail après expérience de travail social imposé (*workfare* au lieu de *welfare*), passage au secteur privé de presque tous les services publics (écoles, voirie, hôpitaux, assistance sociale, et même pompiers et garde des prisonniers). Vous pourrez aussi constater la nouvelle popularité des primes à l'excellence (écoles) et à la productivité (industrie), le retour du bénévolat, l'introduction de l'emploi à vie compensé par la flexibilité du salaire et la mobilité indéfinie de l'emploi à l'intérieur de l'entreprise, le retour à la planification personnelle de la pension de vieillesse, l'abandon pratique de l'assurance-chômage. Dans le néo-libéralisme tout cela est en compétition avec le système social-étatiste, mais cette compétition sera vite réduite par la supériorité du libre marché, de la compétition ouverte, du libre choix du consommateur et de l'usager.

Cette futurologie volontariste est écrite avec allégresse, dans un univers où il n'y a plus de violence, même pas de guerre (le marché libre entre l'Est et l'Ouest élimine la menace, les intérêts étant toujours communs des deux côtés). Elle préfère éviter le problème posé par l'exploitation du Sud par le Nord. Elle suppose surtout que vous et moi et tous les autres sommes jeunes, en santé, sans handicaps, libres de toute discrimination, bien éduqués, bien socialisés, entreprenants et souples devant le recyclage. Si vous avez tout cela, le livre de Sorman vous donnera le goût d'entrer dans le mouvement et de devenir un néo-libéral pratiquant. Mais faites bien attention de ne jamais devenir vieux, malade, pauvre ou même marginal. Car alors vous regretterez la société compatissante.

Julien Harvey

## REPENSER LE MARXISME

*Les autres marxismes réels*, collectif sous la direction de A. Corten, M. Sadria et M.-Bl. Tahon, Collecton Cibles, Éd. Christian Bourgeois, 1985, 257 p.

L'an dernier, l'anniversaire de Karl Marx est presque passé inaperçu. Trop de mauvaise conscience, presque de la honte chez beaucoup d'intellectuels: ce fut le silence. Aux antipodes d'une simple célébration, des intellectuels de gauche ont décidé de tenter une relect-

ture de Marx pour aujourd'hui. Par delà la crise du marxisme. Au delà du «socialisme réel».

Y a-t-il encore un marxisme vivant? Voici la question autour de laquelle André Corten avait constitué ce séminaire de recherche. Le livre balbutie avec beaucoup d'honnêteté les éléments de réponse du noyau initial de ce collectif. Le marxisme aujourd'hui: projet plutôt qu'utopie, substrat, pas nécessairement système ou doctrine — surtout pas d'État —, mais marxisme *réel*, parce

qu'opérant, chez des intellectuels ou dans les pratiques révolutionnaires de nouveaux mouvements sociaux. Les universitaires qui ont participé à ce débat, à Montréal, durant plus d'un an, et des collaborateurs extérieurs qu'ils se sont adjoints, publient là un livre courageux, émouvant. Mais comme m'a dit l'un d'entre eux: «Nous ne voulions pas pleurer». Refusant l'iconoclasme désinvolte des nouveaux philosophes et sa charge de culpabilisation, chacun de ces essais d'une part dénonce l'imposture d'une idéologie quasi mondiale — dominante — qui avait souvent pris en otage la «classe ouvrière», «le parti», «l'État», mais d'autre part tâche aussi de reprendre à son compte l'énoncé neuf, pertinent d'une autre face du marxisme.

Démarche plurielle, que l'occasion de l'ouvrage met en convergence. Le discours est inégal d'un texte à l'autre, mais on sent que cette différence est assumée. Le bégaiement est accepté; est proscrite la répétition. Très clairement, on sent la peur d'une récupération. Ce livre est d'une lucidité décapante. Il était nécessaire. Il ne clôt rien cependant, car il se veut une amorce, une relance. Les textes de S. Latouche, de J. Bonilla Saus et de André Corten sont certainement les plus éclairants pour explorer la profondeur de la crise. Sans oublier la paradoxale réflexion de Franco Piperno «*Au delà de Marx: Zénon!*» Le travail de démolition dans ce livre ne porte pas la marque du pessimisme, car nulle part on ne sent le compte à régler, la volonté de liquidation. Ce n'est pas un nouveau dogmatisme, ni même l'agnosticisme paralysant de penseurs échoués par l'Histoire, traumatisés par les Goulags et qui auraient viré à droite. Il faut le préciser, car cela s'est vu si fréquemment.

Dans ce sens, il est possible que, sur le terrain politique, c'est-à-dire de l'action, certaines de ces remises en question servent à justifier de nouvelles alliances, plus que contestables, ou tout simplement un absentéisme politique. Sur le terrain de la politique haïtienne que je connais, des exemples de ces dérives un peu scandaleuses me sont venus tout de suite en tête. Le marxisme est théorie et pratique. La crise se vit à ces deux niveaux. La sortie de crise aussi.

Dans toute crise, il y a deux effets possibles: la démobilisation ou la reprise en mains créatrice. C'est à la fois de la responsabilité des chercheurs et des «politiques» de rendre réel et crédible le marxisme aujourd'hui. Cet ouvrage n'est pas un manuel de stratégie. Et il faudra aux hommes et femmes d'action autant de courage et d'imagination politique

qu'en ont eu ces auteurs, à la fois pour accueillir la critique du marxisme comme idéologie quotidienne au service des élites dites progressistes, et pour retrouver ce qui peut véritablement animer les mouvements de lutte et de re-

vendication des plus démunis, dans le tiers monde et dans les pays industrialisés où la polarisation continue de s'aiguïser.

Karl Lévêque

## COMME UN BOUQUET DE TENDRESSE

Marie Gendron. *Tout l'amour du monde*, Montréal, Libre expression, 1985, 244p.

Pendant trois ans, Marie Gendron, infirmière, fut directrice des soins dans un centre d'accueil pour personnes âgées. Elle relate les faits et gestes des résidents qu'elle y a vus vivre et mourir. Surtout vivre! Car ce qui nous frappe d'emblée, c'est la vie chaleureuse qui règne dans ce foyer où chaque corridor — et Dieu sait ce que sont d'habitude les corridors d'institutions! — porte un nom de rue: rue Vignola, monsieur Léopold «wagon» en fauteuil roulant une vieille dame, tandis qu'au coin des rues Sirois et Labonté, cela sent bon les marinades d'automne que cuisine madame Irène...

En pièces détachées, parfois très brèves, nous est révélé tout un petit monde, un village de fin de vie comme celui que décrit Qohelet dans la Bible (Qo 12, 1-8). Milieu difficile, car «travailler auprès des personnes âgées, c'est un peu comme vivre en temps de guerre. On ne sait jamais qui sera la prochaine victime». Des vieux s'éteignent, pas toujours parce que leur vie est finie, mais parce qu'elle est complète.

Il s'en fallait de peu pour que l'imagination ne s'embrace et que ce récit ne devienne un roman palpitant. Tous les éléments y sont: les personnages bien campés, les intrigues, l'amour, la vie, la mort... C'est sans doute par respect pour ces personnes réelles que Marie Gendron s'en est tenue aux brèves

anecdotes, aux allusions, au témoignage. Mais avec des bouffées de tendresse — reçue ou donnée — qui font toute la qualité de ce livre.

Et quel humour chez ce vieux monsieur Jean-Paul qui a baptisé «cultivateurs» les fermiers qui ont délaissé leur terre; chez cet autre qui affirme n'avoir connu ni la contraception ni la «contre-affection»; ou chez le vieux monsieur qui avait accepté, dans un autobus trop bondé, qu'une dame s'assoie sur ses genoux en assurant que ses 80 ans l'immunisaient parfaitement, mais qui doit bientôt s'excuser: «Je suis plus jeune que je le pensais»...

La recette de Marie Gendron, c'est d'avoir réellement aimé ces vieilles gens. D'un amour patient, discret, tenace, respectueux, qui arrivait même à décapoter l'épaisse carapace dont s'étaient entourés certains, à force d'habitude ou de misère. Le bourru monsieur Bowman devient bien plus qu'un simple «bénéficiaire»: par l'affection que lui porte cette infirmière et par la magie de sa plume, c'est quelqu'un dont on entrevoit un instant toute la dignité. Un personnage que l'auteur réussit à nous faire aimer, en quelques lignes.

Dans notre société, où on a l'impression que souvent les vieilles personnes sont mises sur la voie d'évitement et oubliées, Marie Gendron nous rappelle qu'elles ont beaucoup à donner. Comme le dit le proverbe allemand cité en exergue: «Les arbres les plus vieux ont les fruits les plus doux!»

Fernand Jutras

## LES ANNÉES D'APPRENTISSAGE DE DENISE BOMBARDIER

Denise Bombardier, *Une Enfance à l'eau bénite* Paris, Éd. du Seuil, 1985 223p.

J'ai dévoré le livre que madame Denise Bombardier vient de lancer à Paris. Et pourtant ce n'est pas une lecture très

agréable: elle nous renvoie de nous-mêmes, de notre passé récent, une image chargée d'aliénation et de médiocrité, que nous préférons généralement masquer derrière le rideau de scène de la Révolution tranquille. *Une Enfance à l'eau bénite* a néanmoins une incontestable valeur médicinale: comme antido-

te à la nostalgie.

Dans ce «roman», il n'y a qu'un seul véritable personnage, le «je» de la narratrice qui règle ses comptes avec son enfance et son milieu. Un «je» tendu par le désir.

Perdre le désir m'apparaissait comme une sorte de mort lente. Seul ce désir de sortir de l'ignorance, du statut moyen de ma famille, de mon quartier, de ma «race canadienne-française née pour un petit pain» me permettait d'aimer l'avenir. (p.64)

La vie est ailleurs. Ailleurs que dans la famille couvée par les femmes du clan maternel et terrorisée par un père angoissé, brutal et mécréant («que dire à un père qui ne prononce jamais le prénom de sa fille, qui ne lui adresse jamais la parole sauf sous l'influence du gin et pour l'offenser?»). Ailleurs qu'à l'école où le savoir lui-même (seule voie de salut) est brimé par la religion du péché:

À la fin de cette première année (à l'école) je sais lire, écrire et pêcher. Le scrupule, la culpabilité et le mépris des faibles m'ont également été enseignés. (p.44)

Ailleurs qu'au Québec, où l'on ne parle même pas le bon français, où l'Index règle les idées, où seuls les Anglais peuvent s'émanciper, où une jeune fille ne peut que se sentir «prise au piège». (p.216)

Quel ailleurs? Celui des livres: «lire provoquait en moi un sentiment de supériorité sur mon entourage» (p.65). Celui de la révolte adolescente, celui des premières amours, celui que permet d'entrevoir l'exemple de quelques enseignantes plus cultivées. Mais surtout l'espoir d'une croissance qui marie promotion sociale et épanouissement personnel, et qui impose la rupture avec les tabous et les préjugés traditionnels.

*Une enfance à l'eau bénite* est un monument à la volonté individuelle, bâti sur une impitoyable série de «scènes de la vie canadienne-française» (entendez «montréalaise») d'il y a quarante ans, racontées aujourd'hui dans une langue correcte, rapide et froide.

Je comprends qu'il y a deux niveaux de langage, celui des cours de diction, où l'on dit: «Maman m'a grondée», et celui de la rue où cela devient: «Môman m'a chicanée». Je passe de l'une à l'autre sans problème apparent, mais je développe la fâcheuse tendance à reprendre un peu tout le monde. (p.18)

En refermant le livre (la narratrice vient d'avoir seize ans), on ne peut que se demander quelle vie préparent ces déchirements et le triomphe des cours de diction.

Albert Beaudry

## LIVRES REÇUS

Jean-Louis GROSMARE. *L'Attrape-mouche*. Ottawa, Éd. du Vermillon, 1985. 125 pages.

Jacques MICHAUD. *Tous bords, tous côtés. Poème narratif*. Ottawa, Éd. du Vermillon, 1985. 64 pages.

Joseph A.L. POITRAS. *Serenade: The Stories of Joseph A.L. Poitras*. New York, Vantage Press, Inc., 1985. 130 pages.

Yves TESSIER. *À l'ombre du Vatican. L'histoire des relations entre l'Église canadienne et le Vatican de l'époque amérindienne à nos jours*. Sillery, Éd. Tessier, 1984. 105 pages.

Conseil supérieur de l'éducation. *La condition enseignante. Avis au ministre de l'Éducation*. Québec, Gou-

vernement du Québec, 1984. 219 pages.

*Histoires de naissances. Les usagers de la maternité de Pithiviers parlent*. Paris, Éd. Épi, 1985. 293 pages.

*Relations clercs-laïcs. Analyse d'une crise*. Coll. Cahiers d'études pastorales, Montréal, Éd. Fides, 1985. 350 pages.

Domenico JERVOLINO. *Pierre Thévenaz e la filosofia senza assoluto*. Napoli, Ed. Athena, 1984. 105 pages.

*Analyse sociale de l'éducation*. Montréal, Éd. du Boréal Express, 1983. 346 pages.

Jean-Yves CALVEZ. *La politique et Dieu*. Paris, Éd. du Cerf, 1985. 119 pages.

André DONNEUR. *L'alliance fragile. Socialistes et communistes français (1922-1983)*. Coll. Matériaux, Montréal, Éd. Nouvelle Optique, 1984. 321 pages.

R.P. BRUCKBERGER. *Lettre ouverte à ceux qui ont mal à la France*. Coll. Lettre ouverte, Paris, Éd. Albin Michel, 1985. 158 pages.

Jacques BRILLANT. *L'anti-monde*. Coll. Roman québécois, Montréal, Éd. Leméac, 1985. 281 pages.

Viateur BOULANGER et Guy DURAND. *L'euthanasie: Problème de société*. Coll. Vie, santé et valeurs, Montréal, Éd. Fides, 1985. 140 pages.

Gabriel LANGOUET. *Suffit-il d'innover? L'exemple des collègues*. Coll. Pédagogie d'aujourd'hui, Paris, Presses universitaires de France, 1985. 280 pages.

Jean CHALON. *Le lumineux destin d'Alexandra David-Néel*. Paris, Librairie Académique Perrin, 1985. 498 pages.

Gordon SHEPPARD et Andrée YANACOPOULO. *Signé Hubert Aquin. Enquête sur le suicide d'un écrivain*. Montréal, Éd. du Boréal Express, 1985. 357 pages.

Andrée LÉVESQUE. *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*. Montréal, Éd. du Boréal Express, 1984. 187 pages.

Roland CHAGNON. *La Scientologie: une nouvelle religion de la puissance*. Coll. Sociologie, Ville Lasalle, Éd. Hurtubise HMH, 1985. 263 pages.

Denise LAMARCHE. *Le baptême une initiation?* Coll. Pastorale et vie #3, Montréal, Éd. Paulines et Paris, Éd. du Cerf, 1984. 301 pages.

*Chinese Literature. Fiction Poetry Art*. Beijing, China, Summer 1985. 242 pages.

Graham FRASER. René Lévesque the Parti Québécois in Power. Toronto, Macmillan of Canada, 1984. 450 pages.

Marcello de CARVALHO AZEVEDO. *Les religieux vocation et mission. Une perspective actuelle et exigeante*. Paris, Éd. du Centurion, 1985. 189 pages.

Ginette PARIS. *La renaissance d'Aphrodite*. Montréal, Éd. du Boréal Express, 1985. 187 pages.

Édouard LE JOLY. *Mère Teresa, messagère de l'amour de Dieu*. Paris, Éd. du Seuil, 1983. 271 pages.

En collaboration. *Des ministères nouveaux? Une question qui se pose*. Coll. Pastorale et vie #5, Montréal, Éd. Paulines et Paris, Éd. Médiaspaul, 1985. 243 pages.

# pêle-mêle

Le 14 mai dernier, s'est tenu à Winnipeg la première conférence fédérale-provinciale sur le multiculturalisme. Les représentants des groupes ethniques ont déploré de n'y être pas invités. Le ministre Godin a déposé à cette occasion un document présentant la politique et la pratique du gouvernement du Québec vis-à-vis les communautés culturelles. Le Québec y réaffirme son refus d'un multiculturalisme qui nivelait «le peuple québécois comme un élément parmi d'autres de la mosaïque culturelle canadienne, plutôt que comme une société distincte»... comme l'avait pourtant reconnu M. Mulroney lui-même. Le secrétaire d'État, M. Murta, ayant parlé d'un «mainstream» canadien, M. Godin a rappelé l'existence de deux «mainstreams» culturels au Canada: l'un anglais dans les provinces anglaises, l'autre français du Québec.

Le mois de juin rappelle le triste anniversaire du massacre à Soweto (Afrique du Sud) en 1976 de 1000 étudiants au cours d'une manifestation contre le régime d'apartheid. Le Comité pour une Afrique du Sud libre organise, à Montréal, tous les jeudis, une vigile entre 16h00 et 17h30 devant le Consulat sud-africain, à la Place Ville-Marie. Pour information: 288-3412, 363-0132, 932-1107.

Quand un groupe de jeunes s'organise en collectif pour s'informer sur les rapports Nord-Sud et pour vivre une solidarité pratique, le résultat est vite étonnant. Vous en aurez une idée en parcourant le bulletin trimestriel du groupe «Salut le monde!». Le deuxième numéro, daté de mai 1985, est consacré aux réfugiés. Il se présente ainsi:

«Salut le monde! le journal, c'est un outil de découverte de certaines réalités, dont on croit parfois être au courant. Parce qu'il s'intéresse au fond des choses, notre journal est bien différent des quotidiens ou de la plupart des autres médias. En très peu de pages, nous cherchons à traiter de l'essentiel, des causes réelles des maux de notre monde, de même que des solutions concrètes que certains ont trouvées.»

Bien écrit, bien documenté, le «journal» et ses auteurs méritent d'être mieux connus. L'abonnement annuel est de 5\$ (Salut le monde! 6544 St-Denis, Montréal H2S 2R9).

Du nouveau, des rumeurs circulent sur l'imminence d'une relocalisation des réfugiés salvadoriens de Colomancagua et de San Antonio au Honduras. Cette perspective est peut-être moins terrible celle d'un rapatriement dont on avait parlé quelque temps, mais elle est refusée catégoriquement par les réfugiés. Le HCR vient d'engager du personnel de différentes agences internationales pour une courte période afin d'intensifier sa présence dans la région, ce qui confirme donc l'urgence de la situation. Pour information: COTRAC. A/S Programmes internationaux, YMCA Centre-ville, 1450 Stanley, Montréal, H3A 3W6.

Cette année, au rendez-vous annuel du Congrès de l'Entraide Missionnaire, vous êtes conviés à une expérience de choc et de dépaysement culturels. Sous le titre: «Se prendre pour le nombril du monde?», seront organisées des rencontres interculturelles avec des autochtones du Canada, des Mayas du Guatemala, des Vietnamiens, des Haïtiens, des Africains, des Arabes, etc. Le Congrès aura lieu les 6-8 septembre 1985, à la Polyvalente St-Henri. Pour plus d'information: (514) 270-6089.

Les Cahiers de l'actualité religieuse et sociale (14 rue d'Assas, 75006 Paris) sont publiés par les jésuites du Centre de recherche et d'action sociales. Ils viennent de faire paraître un livret hors série (supplément au numéro 307), intitulé «Pourquoi la théologie de la libération?». On y trouve deux articles de René Marié (fondement théologique), un texte de Mario Calderon (lien avec les communautés ecclésiales de base), une étude de Guy Petitdemange (rapports avec le marxisme) et, en annexe, la lettre du P. Pedro Arrupe sur «l'analyse marxiste».

Un cahier d'une soixantaine de pages, équilibré, ouvert et très accessible. Ce numéro spécial se vend 25FF; on peut régler par chèque bancaire ou CCP à l'ordre de C.A.R.S. Paris 18.092.87X.

Est-il encore possible, est-il même souhaitable d'innover à l'école? Tel sera le thème de notre prochain dossier, en septembre. De l'Opération 55 à la dernière Loi sur la réforme scolaire, et de grève en décrets, on a dépensé beaucoup d'énergie à repenser les structures et à négocier le cadre d'opération de l'école québécoise. Effort indispensable, sans doute, pour démocratiser l'enseignement et scolariser la génération du Baby boom.

Mais aujourd'hui, l'enseignant moyen a passé le cap de la quarantaine. On lui fait reproche d'avoir appris son métier sur des classes de cobayes tout en exigeant qu'il se mette sans tarder à l'heure de l'informatique... Et comme aux États-Unis, comme en France, on s'inquiète du nombre d'étudiants de Secondaire V qui savent à peine lire et écrire... L'innovation pédagogique, dès lors, est-elle un luxe ou une nécessité? À septembre.

# tant de choses au coeur

## J'AI PERDU LES MOTS

Le devenir de la culture m'a dépossédé de mes mots. Fut-il un temps où je savais qui j'étais? Il me semble. Ou du moins, en ce temps-là, j'avais l'impression de tenir ma culture du dedans. Bien sûr, en ce qui concerne la connaissance de soi (cet haïssable moi), je ne me saisissais qu'à travers la projection imagée de mon devenir. En vieillissant, l'inverse se produit. Je sais mieux qui je suis. C'est au moins un avantage. Comme ma vie se conjugue de plus en plus au passé plutôt qu'au futur, je tiens davantage les fils de ma propre vie.

Mais au plan de la culture, c'est le phénomène inverse. La culture m'échappe. L'esthétique change. La langue se transforme. La science et les techniques évoluent. Les valeurs, voire même les représentations symboliques, s'alimentent à d'autres sources que j'ignore ou même que je refuse. La culture devient une industrie, un bien de consommation. Je ne suis donc plus sûr d'être dans le coup, même si je défends avec opiniâtreté certains secteurs de ma vie. Je ne sais plus les mots. L'enfant apprend les mots. Moi, je les oublie. Mes mots n'ont plus cours. Ils m'échappent, s'envolent, changent. De nouveaux mots naissent

que je ne connais pas, que je ne comprends pas, qui me font peur. Je deviens étranger de ma propre langue culturelle et maternelle et je n'ai plus le sentir, le toucher, le boire de ma mère pour recommencer les apprentissages. J'ai le goût de ne plus écouter personne, de boucher les fenêtres, d'éteindre la télé, la radio pour me confiner à mes vieux livres, à mes vieux disques, à mes vieilles choses en m'isolant dans la culture d'hier.

Je serais perdu s'il n'y avait l'immensité au bout de mes ignorances; derrière l'immensité, le silence et derrière le silence, la Parole. C'est l'histoire qui nous fait advenir comme êtres humains, tant les individus que les groupes, une histoire de mort et de guerre, mais également une histoire de salut, une histoire où Dieu ne cesse d'être un interlocuteur. Dans la crise de mes paroles, la Parole éclaire mes nostalgies de culture ancienne. Elle me rend mon bâton de pèlerin pour que je reprenne la route des langues et des cultures nouvelles, moins naïf, plus critique, plus pauvre aussi. J'ai perdu les mots. En apprendrai-je de nouveaux? Qu'importe, je suis sûr de sa Parole.

André Beauchamp



prix : 25,00\$  
(taxe et frais d'envoi inclus)

Pourquoi ne pas offrir ou vous offrir un jeu biblique éducatif qui saura occuper vos heures de loisir?

Des centaines de personnes de tout âge sont déjà des adeptes de CANAAN et découvrent, par ses 450 questions-réponses, l'histoire, la géographie et la littérature biblique de l'Ancien Testament.

N'hésitez pas à vous le procurer!

## SOCABI

7400, boul. Saint-Laurent, #519  
Montréal H2R 2Y1  
(514) 274-4381

(commandes téléphoniques acceptées)

# relations

Volume 45

numéro 512

juillet-août 1985

## SOMMAIRE

Le budget Wilson (M.R.) - Le pape en 179  
Hollande (J.C.) - Décisions 85 (L.B.) -  
Une journée comme les autres (F.T.) -  
Le terrorisme d'État en jugement  
(L.C.) - Le ministre nous consulte  
(R.B.) - Croyances à la carte (V.P.).

## SPÉCIAL CULTURE

Albert BEAUDRY	Vous avez dit «culture»? 186
Marcel RIOUX	Turbulences dans la société québécoise 186
Paul TREMBLAY	Quelle culture l'école véhicule-t-elle? 188
<i>interview</i>	Miroir, miroir, avons-nous une culture? 191
Julien HARVEY	Culture et réussite économique 195
Richard DUBOIS	Effe aime... 198
Karl LÉVÉQUE	La culture... physique 199
Yves LEVER	Toute une culture en clips? 200
Raymond BERTIN	L'impro 200
GARNOTTE	Public-cible 201
Michel M. CAMPBELL	Art et sacré 202
Guy PAIEMENT	La peur du vide 202

## CHRONIQUES

	NOUS AVONS LU 203
	PÊLE-MÊLE 206
André BEAUCHAMP	J'ai perdu les mots 207

## SOIRÉES RELATIONS

### LES SOIRÉES RELATIONS SUR CASSETTES VIDÉO

Nous avons enregistré sur cassettes vidéo les soirées suivantes:

- la qualité de l'information
- quel avenir pour le Québec?
- la peine de mort
- le Livre vert sur la famille
- la concertation dans les relations de travail
- génétique et maternité
- l'immigration au Québec
- le quart-monde

Vous pouvez emprunter ces cassettes (location: pour 1 semaine: 5\$ plus les frais d'envoi) ou même en commander une copie (25\$ plus les frais). Veuillez préciser le format de la cassette désirée (Beta ou VHS) et le sujet.

Adressez vos commandes à Pierre Bélanger, Centre justice et foi, 25, Jarry ouest, Montréal H2P 1S6 (514) 387-2541.